

2,50 F

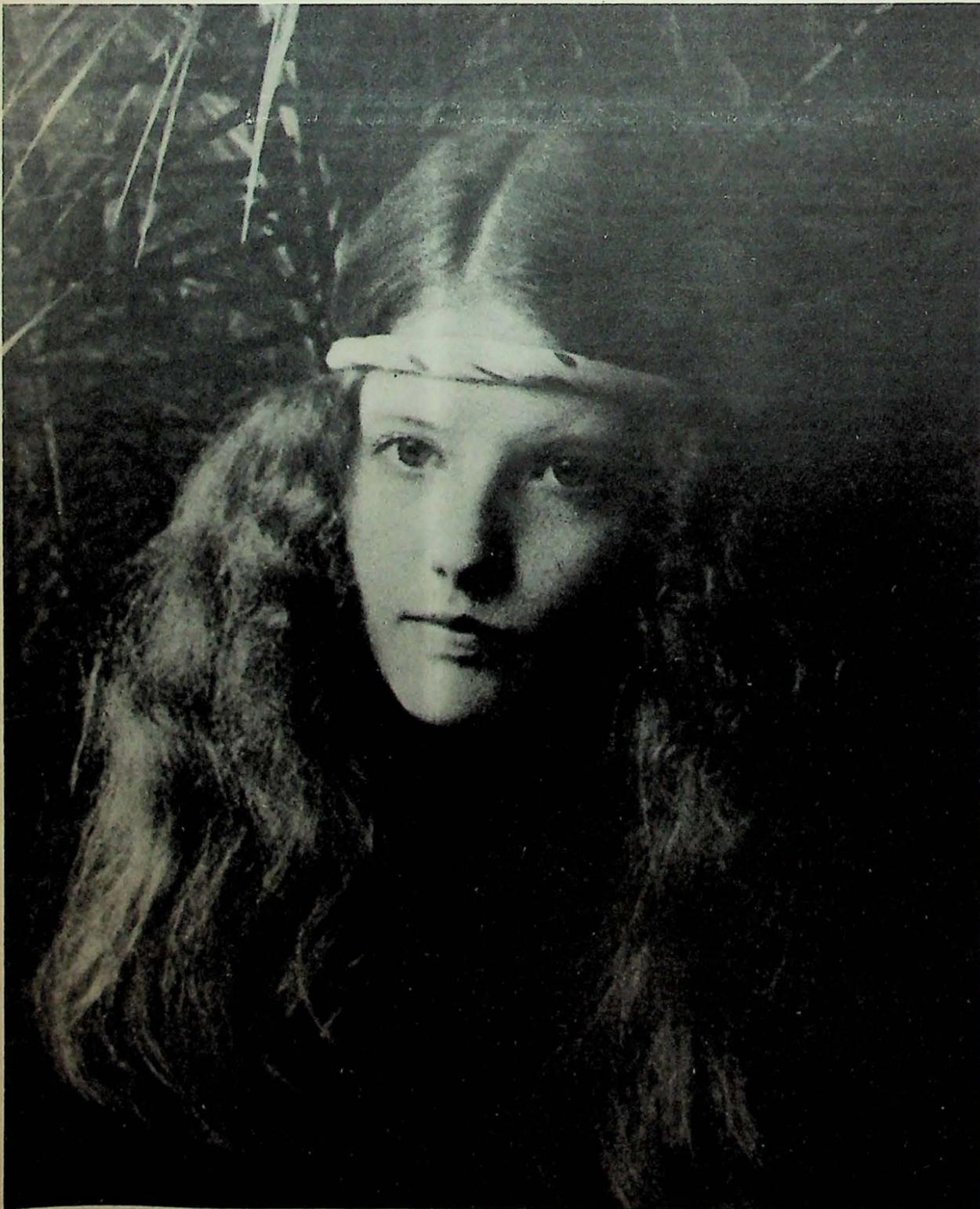
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — n° 611 — Semaine du 21 au 27 mars 1974 —

tribune

PSU

socialiste

QUEL AVENIR ?



● LUTTES
les enjeux
montent

● SYSTEME
le capitalisme
au tournant

● CHILI
le supplice
du rat

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

**POUR TOUT CHANGEMENT
D'ADRESSE**

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

**CALENDRIER
POLITIQUE**

● Mercredi 27, 20 h 30, au TPL, Ile du Saulcy, Metz : présentation de la pièce de Jacques Kraemer « Les immigrés ».

● La Fédération PSU de l'Ain organise les 30 et 31 mars un week-end sur l'idéologie, avec Robert Chapuis (participation 30 F - inscription Jean Plquet, place de la Mairie à Veyziat, 01100 - Oyonnax).

● 23 et 24 mars à Paris : assises nationales du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien.

● Lundi 25, 18 h, Paris, place de la Bastille : manifestation du comité de Soutien Chili contre la réunion du Club de Paris.

● 24, 14 h - Paris 18e, salle St-Bruno, 8 bis rue Pierre L'Hermitte (M° La Chapelle, Barbès) Fête Anti Raciste (théâtre, film, danses, chants, débats).

● A partir du 25 mars au café-théâtre Orphée II, 7 rue Fontaine, Paris : « La Manivelle » de Robert Pinget et « Monsieur Gnaka » de Guy Foissy. Demi tarif pour les militants PSU et Objectif socialiste.

● Stages d'été du PSU. Retenez vos places ! St-Brieuc : 22-28 juillet - Les Guions : 25-31 août - Région de Toulouse : 25-31 août.



Dernière 24 mars
LE CAVALIER SEUL.
AUDIBERTI

A partir du 5 avril
**LES PROPRIÉTAIRES
DES CLÉS.**

17 rue Malte-Brun - PARIS 20e
m° gambetta - tél. 636.79.09



écrivez à TS !



Nous discutons l'autre jour, en équipe de rédaction, du courrier reçu à TS. Et nous nous demandions si nous n'aurions pas intérêt à reprendre à notre propre compte la formule de l'An OI lancée par Gébé : « on arrête tout, on réfléchit. Et on voit ce que l'on peut faire ensemble ». Car c'est vrai, comme nous le dit un lecteur dont nous publions la lettre, que le journal est trop traditionnel, que « la lipisation n'est pas passée par là ». Seulement voilà. Lorsqu'on est

engagé dans une course de vitesse hebdomadaire encore aggravée du fait de nos nouveaux délais d'impression, l'effort porte plus sur les petites améliorations que sur les transformations de fond. D'autant que les souhaits des uns et des autres sont souvent contradictoires ; un exemple : ne pas « bourrer » le journal. Certes. « Pas la peine d'avoir plus de pages ». Soit. Cela se défend. Mais alors, dans le même temps, que fait-on des articles que des camarades nous demandent ins-

tamment de passer ? Car la difficulté, c'est que si chacun ne lit pas forcément tout TS, il ne sera pas forcément intéressé par les mêmes choses. Alors, quels choix et sur quels critères ? Ce ne peut être la seule équipe de rédaction qui les détermine. Nous comptons lancer fin avril une nouvelle formule de TS. D'ici là, ouvrons largement le débat pour savoir ce que nous voulons faire de notre journal. On pourra peut-être ainsi faire le test de notre degré de « lipisation collective » !

TS ■

pour améliorer TS

Je suis un lecteur assidu de TS depuis deux ans et votre appel dans le courrier des lecteurs du n° 607 m'incite à prendre la plume pour quelques remarques, questions et suggestions :

1°/ j'adhère pleinement à la campagne pour TS mais n'y a-t-il pas gaspillage lorsqu'une page entière de TS est consacrée uniquement à un barratin en grosses lettres sur ce thème ;

2°/ sur la place : j'apprécie beaucoup « 7 jours dans TS ». Je trouve qu'il est toujours bien envoyé et qu'il a sa place pour la tenue du journal. Toutefois, il vous est arrivé de le supprimer une ou deux fois récemment. C'est regrettable et compréhensible. Aussi, je suggère un compromis : un sommaire plus condensé de temps en temps, genre Nouvel-Obs, par exemple ;

3°/ la diffusion. Une recette : repérer un libraire qui attriste bêtement son étalage par l'absence de TS. Un type entre et demande TS — réponse négative. Il prend l'air étonné, déçu et ennuyé et prend poliment congé. Répéter l'opération avec d'autres individus trois à quatre fois en quinze jours. Si on s'est trompé et qu'on se retrouve à acheter TS « malgré soi », on peut toujours le refiler à un copain !

F.D. (Digoïn)

Il s'améliore de plus en plus notre TS. Si vous voulez que des adhérents nous rejoignent, c'est urgent selon moi, je reprends une suggestion : une rubrique « la vie du PSU » dans laquelle seraient regroupés le calendrier politique, les dates de permanence, les communiqués des fédérations » (...).

— Maurice JACQUIER (Pélissane) -

**la difficulté
du langage**

Les textes de TS ne sont pas toujours adaptés pour l'ouvrier, le petit, car les termes utilisés, les tournures de phrase sont d'un style trop élevé, je ne le cache pas, style « cadre »

R.L. (Troyon) -

alors l'imagination ?

Je ne suis pas membre de votre Parti, mais je me suis abonné à TS, parce que — et je pense que beaucoup d'abonnés sont dans ce cas — le groupe PSU de notre coin fait un excellent travail et je me sens très proche d'eux. Ceci dit, permettez-moi de vous dire en toute camaraderie que votre journal m'a beaucoup déçu. Comment un parti qui parle d'autogestion peut-il avoir un journal aussi traditionnel, classique, sans imagination. La « lipisation » n'est visiblement pas passée par là ! (...)

B.V. (Maubeuge)

plus de place ?

Ma critique vise la présentation de TS (imprimé par TC). Format légèrement réduit, caractère d'imprimerie petits et serrés ne prédisposent pas à la lecture et papier de vilain aspect et de mauvaise qualité. Et puis, pourquoi chercher à « bourrer » le plus possible de textes ? Vous répondez bien sûr qu'il n'y a pas assez de place ! Eh bien moi, je ne souhaite pas qu'on augmente le nombre de pages de TS, car mon temps disponible ne me permet déjà pas de

le lire entièrement. Et puis, je cherche à me mettre à la place du travailleur d'usine qui ne dispose pas de suffisamment, de temps pour lire la presse d'opinion.

JB (Angers)

énergie nucléaire

A la suite de l'article de Bernard Jaumont (TS 599) intitulé « une gigantesque bataille », nos camarades de la section d'Hispano Suiza nous ont fait parvenir une lettre dont nous extrayons quelques passages. TS compte d'ailleurs ouvrir un grand débat sur ce problème :

Nous avons été désagréablement étonnés de lire que tu te faisais le défenseur (avec certaines réserves) de l'énergie nucléaire. Nous dirons tout de suite d'ailleurs qu'il n'y a pas d'énergie nucléaire pacifique. Devons-nous comprendre que tu restes un partisan acharné de l'industrialisation à outrance, de l'expansion continue et de ce qui en est le corrolaire, l'hypercentralisation de la société ? Tout ceci s'affirmerait alors en totale opposition aux perspectives autogestionnaires dont l'application ne serait possible que dans le cadre de petites unités de production dont les proportions réduites pourraient permettre, seules, l'utilisation de formes d'énergie non polluante. Énergie de la lumière, du soleil, géophysique, force du vent, de l'eau, etc. Nous ne devrions trouver dans TS aucune forme d'encouragement si timide soit-elle pour l'énergie nucléaire, surtout en un moment où le pouvoir emploie tous les moyens de propagande possibles pour faire accepter le passage des hydro-carbures au nucléaire (...).

en souscription
L'HISTOIRE DU PSU
depuis sa création
par Edouard DEPREUX

15 F franco au lieu de 22
Ed. SYROS, 9, rue Borromée 75015
PARIS-CCP 19 706 28 Paris

**le mouvement trotskyste
en France**

par Yvan Craipeau

18 F franco - Ed. Syros

sortir de l'immobilisme

Le fait s'il est grave n'est malheureusement pas nouveau. D'un côté, des luttes sociales importantes et de plus en plus combattives au niveau de leurs objectifs et de leurs formes d'action. De l'autre, des forces politiques de gauche en état de sur place depuis plusieurs semaines. Certains trouveront matière à s'en réjouir. Soit pour renouer avec le bon vieux thème populiste des luttes qui par leur seule force sont capables d'ouvrir la voie aux transformations politiques. Soit pour faire de l'immobilisme une suprême habileté tactique afin de donner de la gauche une image rassurante et « raisonnable ».

trois exemples

La double impasse sociale et politique de Mai 68 ne semble donc pas avoir encore servi de leçon.

Qui ne voit en effet que faute d'objectifs intermédiaires capables d'ouvrir des batailles politiques de grande ampleur, les luttes sociales les plus combattives demeurent insuffisantes. Prenez les banques, les houillères, la lutte des lycéens et des CET. Trois exemples où à chaque fois l'action revendicative pose des problèmes politiques d'envergure. Dans un cas, celui du système capitaliste lui-même, tout bonnement. Dans l'autre, celui de la politique de l'énergie et de l'emploi. Dans le troisième, celui de l'ensemble du système de formation dans ses rapports avec la production comme en témoigne l'importance de l'action des élèves des CET. Alors, faut-il que les forces politiques de gauche se taisent, dans le pire des cas, se contentent de soutenir ces luttes dans le meilleur ?

Allons-nous chaque année voir descendre dans la rue des milliers de jeunes, qui vont mobiliser quelques semaines l'appareil répressif de l'Etat, pour rentrer ensuite la rage au cœur dans le rang faute de victoires partielles, d'objectifs à atteindre ?

Si les partis politiques ne sont pas comptables de tout cela, alors à quoi servent les partis politiques ? Et quand bien même répondrait-on : à gagner des élections, que sur ce terrain aussi, la tactique risque de se révéler désastreuse. Puisqu'au vu de certaines déclarations, il semble que l'on ait enfin compris qu'il est plus important de gagner les voix des travailleurs qui votent encore à droite que de jouer au petit jeu des marchandages avec Lecanuet, il serait temps de s'interroger sur les moyens de convaincre ces travailleurs.

Ne serait-ce pas précisément en brisant l'image d'une coupure totale entre luttes sociales et luttes politiques ? Ne serait-ce pas en montrant concrètement à chaque fois en quoi une alternative de gauche est directement liée aux combats d'aujourd'hui ? Et puisque la perspective des présidentielles hante à ce point les états-majors politiques qu'ils passent leur temps à en parler pour affirmer qu'il n'en faut rien dire, autant être net : si la gauche veut gagner, qu'elle ait un ou plusieurs candidats au premier tour, elle se doit d'affronter les questions qui lui sont posées et non jouer la politique de l'autruche : quel type de croissance, quels choix prioritaires en matière d'équipements collectifs, quelle politique européenne, quel système de défense ?

un débat loyal

Doit-on, sous prétexte que la droite utilise les faiblesses du Programme commun, décréter que toute confrontation, tout débat public affaiblit la gauche ? Croit-on que l'unité actuellement réalisée est suffisamment large et combattive pour qu'il ne soit plus nécessaire de l'approfondir ?

Nous pensons pour notre part que l'unité populaire ne se bâtit que sur la base d'un débat loyal. Les signataires du Programme commun publient une liste d'objectifs d'action. Le PSU en a fait autant. Instaurons la

discussion sur ces points. Voyons si des accords peuvent être réalisés. Dans le même temps, la CGT déclare qu'elle entend débattre avec les organisations politiques. Nous répondons d'accord, et nous posons la question à ces camarades : limitez-vous ou non cette confrontation aux seuls partis signataires du Programme commun ? La CFDT est engagée dans des luttes importantes et dures qui lui valent les remarques acerbes de la CGT. On peut s'interroger sur les raisons de cette polémique, et la date à laquelle elle se produit. Il est vrai que les problèmes en cause sont particulièrement importants. Certaines luttes sociales ont révélé des convergences entre la CFDT et le PSU. Celui-ci n'en a jamais fait mystère. Mais nous estimons important de lui poser question sur la stratégie globale qu'elle compte mettre en œuvre à la suite de son dernier Conseil national. Il serait en effet grave qu'une CFDT de plus en plus combattive en vienne à perdre sa capacité d'intervention dans le débat qui doit s'ouvrir entre toutes les forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier.

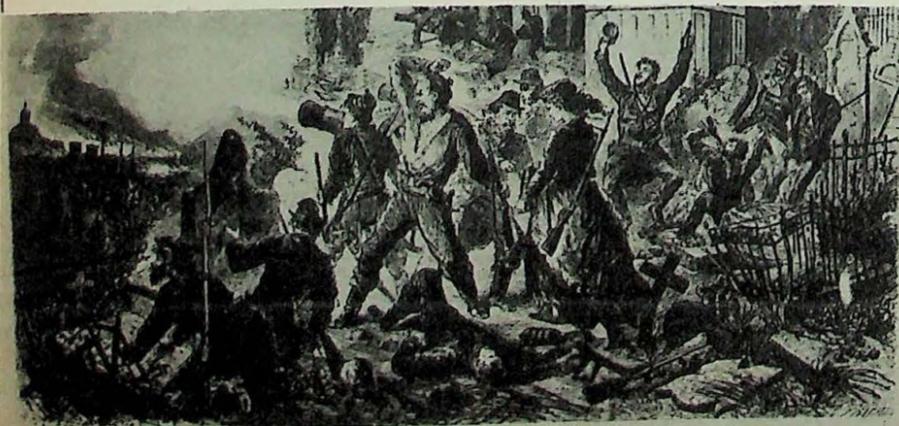
pour demain

Cette volonté de rencontre, de dialogue, ne relève pas d'une stratégie « tous azimuts ». Nous n'avons pas l'intention de taire les divergences qui traversent le mouvement ouvrier. Et si comme nous l'espérons un accord peut se réaliser avec le Parti communiste, nul n'ignore que ce pas important dans la voie de l'unité constituera, non l'enterrement d'un débat de fond, mais un moyen de lui donner son vrai sens.

Le problème aujourd'hui ne consiste pas à ce que chacun gère dans son coin son petit espace politique. Il est de savoir comment réunir les conditions d'une victoire des forces populaires non pour après demain, mais pour demain. Faute de quoi nous n'aurons pas fini d'entendre MM. Jobert, Chirac et Messmer !

Gérard FERAN

18 mars - 28 mai 1871



1871. - L'EMBRASSEMENT DE LA COURSE AU GÉNÉRAL DE FERRELLA HAINÉ

Embrasse-moi, camarade, qui as, comme moi, les cheveux gris ! Et toi, marmot, qui joues aux billes derrière la barricade, viens que je t'embrasse aussi !

Le 18 mars te l'a sauvé belle, gamin ! Tu pouvais, comme nous, grandir dans le brouillard, patauger dans la boue, rouler dans le sang, crever de faim et crever de honte, avoir l'indicible douleur des déshonorés !

C'est fini !

Nous avons saigné et pleuré pour toi. Tu recueilleras notre héritage. Fils des désespérés, tu seras un homme libre.

Jules Vallès

« Le Cri du Peuple » - 28 mars 1871

P.S.U. DOCUMENTATION

Vient de paraître :

N° 56-57 : Sionisme et Libération Palestinienne 2,00
N° 58-59-60 : NON, l'Ecole n'est pas neutre 3,00

Numéros disponibles :

N° 29-30 : Nationalisation et révolution 2,00
N° 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie 3,50
N° 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université 3,00
N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile ? 1,50
N° 50 : L'autogestion 1,00
N° 51 : Le recrutement 1,00
N° 52-53-54 : Quand les patrons vont à l'école 3,00
N° 55 : L'exploitation capitaliste 1,00

Abonnement : 20 numéros : F 20,00

A adresser à : SYROS 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19.706.28 Paris

● TRIBUNAL RUSSELL

Le premier Tribunal Russell a été créée en 1966 en Grande-Bretagne par le philosophe Bertrand Russell, pour enquêter sur les crimes de guerre commis par les USA au Vietnam. En 1971, Lelio Basso, sénateur italien, rencontra à Santiago des exilés Brésiliens qui demandèrent la création d'un tribunal sur la répression au Brésil après le coup d'Etat militaire de 1964. Le second Tribunal Russell s'est alors créé.

Le coup d'Etat du 11 septembre au Chili a accentué l'urgence et la nécessité d'un jugement international.

Le Tribunal Russell II étend son action aux autres pays de l'Amérique Latine où les graines de Pinochet sont légion, s'installent et prolifèrent. Devant un tel développement des pratiques fascistes — développement qui nous oblige, en France même à redoubler de vigilance — le Tribunal Russell II a décidé de se réunir à Rome, du 30 mars au 6 avril. Un jury de 25 membres examinera de nombreux rapports (dont un réalisé au Chili

même). Quatre commissions d'enquêtes sont prévues sur les plans juridique et médical, scientifique, économique, politique intérieure et extérieure. Deux journées seront consacrées au Brésil, deux au Chili, une à l'Uruguay, une demi-journée à la Bolivie. Le 6 avril, sentence sera rendue. Sentence symbolique, bien sûr, mais dont la force dépendra surtout de l'écho que nous tous, dans ce combat contre « la bête immonde » saurons lui donner. Afin que nul ne se dérobe à son engagement de solidarité internationale.

● Renseignements : Comité Français de soutien au Tribunal Russell II c % Centre Saint Yves, 15 rue Gay Lussac 75 005, Paris. CCP Amis de la Fondation Russell Paris 20.351.31. (une brochure n° 0 du comité vient d'être éditée et est consacrée au Brésil).

● Agence de pub. amie recherche bonne dactylo susceptible apprendre faire maquettes. Tél. 770.40.18.

LE CAPITALISME AU

Beaucoup d'entre nous découvrent depuis quelque temps le poids des mécanismes économiques sur la vie quotidienne. Tribune Socialiste pour sa part, s'est efforcée depuis la crise du pétrole, d'expliquer la portée économique des événements et d'en tirer les leçons pour l'avenir du socialisme en France et en Europe. En publiant ci-dessous la réflexion de Bernard Salgues, nous cherchons à donner toute son ampleur à l'analyse de l'évolution économique du capitalisme. L'ambition de notre camarade est en effet de montrer que l'attitude moderniste d'une fraction de la bourgeoisie à l'occasion de plusieurs événements économiques et sociaux récents est le signe que la période présente est porteuse d'une mutation profonde du capitalisme.

Ainsi, le maintien de Pierre Messmer à Matignon ne doit pas tromper. Cet immobilisme est le signe que Georges Pompidou n'a pas encore choisi entre réforme et durcissement. Cette alternative n'est certes pas nouvelle et tout gouvernement capitaliste se trouve tôt ou tard confronté à elle (1). Mais elle est aujourd'hui plus forte que jamais. Dans cette conjoncture, le danger pour le Programme commun de la gauche est de se tromper d'adversaire en identifiant mal les stratégies de celui-ci, et la menace pour les forces autogestionnaires est de se faire récupérer par une réforme progressiste des pouvoirs dans l'entreprise.

J.G.

(1) C'est notamment la conclusion du livre très riche de Ralph Miliband « L'Etat dans la société capitaliste » écrit en 1968 et qui vient d'être traduit aux éditions Maspéro.

Il est nécessaire, pour bien comprendre l'enjeu actuel, d'effectuer un retour en arrière. Un des principaux tournants du Mode de Production Capitaliste (MPC) se situe au lendemain de la première guerre mondiale. A cette époque, certains capitalistes, et particulièrement des Américains tels Ford, se sont rendu compte qu'il devenait aberrant de pratiquer une politique très dure en matière salariale. En effet, cela entretenait des conflits sociaux extrêmement durs qui unifiaient l'ensemble des travailleurs (voir à cet égard les luttes ouvrières du début du siècle aux USA et en Europe). De plus, elle ne permettait pas que se constitue une demande monétaire croissante pour écouler la production de masse. D'où l'idée qu'il était possible, voire nécessaire, d'intégrer les revendications de salaires en pratiquant une politique de négociations.

Bien sûr, ce changement d'orientation ne signifiait nullement que tous les patrons allaient satisfaire toutes les revendications salariales des travailleurs. Mais il faut constater que pour l'essentiel les capitalistes, particulièrement les gros mais souvent aussi les moyens et les petits, ont toujours cédé lorsqu'ils ont pu circonscrire la poussée ouvrière au niveau des revendications salariales. Ils ne s'en sont pas portés plus mal ; on pourrait même dire qu'ils s'en sont portés d'autant mieux que, vivant dans une économie d'inflation, ils ont pu repercuter, et au-delà, ces concessions au niveau des prix.

Les Français sont bien placés pour connaître ce mécanisme. Il est clairement apparu en 1936 et surtout en 1968. L'année 1968, marquée par une hausse des salaires moyens de 16 à 17 % (et plus de 30 % pour le SMIG) n'a jamais été aussi bonne pour les capitalistes qui ont accru leurs profits de 14 à 15 %.

L'intégration des revendications de salaires est devenue l'axe principal de la politique « sociale » de l'ensemble des capitalistes et particulièrement des patrons français. Elle présente le dou-

ble avantage de maintenir une demande forte qui entretient la consommation, source de profits, et d'éviter de poser les problèmes de fond de l'organisation du travail, de la structure des pouvoirs, de la propriété des moyens de production ; autant de questions qui remettraient en cause le capitalisme dans son ensemble.

la balle au bond

Si l'analyse des capitalistes reposait sur l'un des aspects de l'analyse léniniste — la conscience **trade-unioniste** de la masse des travailleurs — elle oublierait que la volonté de changements politiques profonds existe au sein de la classe ouvrière.

Depuis plusieurs années déjà, les sociologues, dont notre camarade Serge Mallet, avaient mis en évidence que l'évolution du système capitaliste devait inéluctablement déboucher sur la définition de revendications de pouvoir par tout ou partie de la classe ouvrière. Mai 68 n'a fait que confirmer cette évolution en mettant au premier plan les questions de l'organisation globale de l'exploitation capitaliste. C'était en fait un véritable tournant à deux niveaux :

1 — tournant dans les luttes ouvrières, car il est vrai, même si l'on refuse les généralisations hâtives, que les luttes récentes ont largement dépassé le cadre des revendications salariales, tout en continuant de maintenir la pression sur les salaires ;

2 — tournant aussi au niveau de la classe dirigeante. En quelque sorte, on peut dire que de Gaulle a été un précurseur en mettant en avant l'idée de participation, dont l'objet était bien de répondre aux revendications de pouvoir naissantes.

Bien sûr, l'Histoire ne suit pas un rythme linéaire et le formidable bouleversement de Mai 68 s'est achevé sur une négociation essentiellement salariale. De Gaulle, privé de base sociale et du minimum de doctrine nécessaire à mo-

biliser les énergies, a été battu et a dû s'incliner un an après devant l'aile conservatrice de la majorité. Mais le sens de l'Histoire était clairement indiqué pour la classe dominante.

Le règne de Pompidou ne restera sûrement pas gravé dans les tablettes de l'Histoire. Porté par tempérament à l'indécision et coincé par des alliances qu'il n'a jamais su dominer, Pompidou s'est révélé incapable de diriger et d'orienter la politique de la classe dominante. Trois exemples le montrent :

— la nomination de Chaban comme premier ministre avait surpris. Les commentateurs émirent l'hypothèse qu'il s'agissait, pour Pompidou d'essayer de poursuivre l'œuvre gaulliste de recherche d'une troisième voie, mais il apparut bientôt que si Chaban était résolu à aller dans ce sens, le président de la République n'en voulait qu'à titre de façade. Le divorce était dès lors inévitable ; il se fit dans les pires conditions au profit d'un légionnaire qui allait rapidement montrer de quel côté il penchait ;

— l'affaire Lip est bien sûr le signe le plus évident de ce penchant au durcissement. C'est bien parce que les travailleurs de Lip posaient clairement leurs revendications en termes politiques que Messmer s'est acharné sur eux. Une autre fraction de la bourgeoisie, dont nous reparlerons, a, par contre, repris la balle au bond ;

— enfin, tout récemment, la reconduction d'un gouvernement Messmer, plus guerrier que jamais, indique le refus de l'Elysée de trancher entre Giscard et Chaban, alors que chacun sait que la succession est ouverte et met en lice, à travers ces deux hommes, deux conceptions de la survie du régime capitaliste en France.

Si l'on connaît assez bien la tendance classique du capital à jouer de la carotte salariale et du bâton répressif, on connaît plus mal les nouvelles tendances qui animent certaines couches de la bourgeoisie.

Pour faire court, on peut dire qu'il s'agit d'une actualisation d'une vieille doctrine capitaliste : « céder sur tout, sauf sur l'essentiel : l'existence du profit privé ». Plusieurs symptômes amènent à penser que ce « céder sur tout » va jusqu'à remettre en cause l'organisation et la structure du pouvoir dans les entreprises. Ce n'est pas le lieu de se livrer à des analyses de textes. Certains d'entre eux sont pourtant très intéressants. Citons pêle-mêle : les divers interviews de José Bidegain (qui en plus s'appuie sur une pratique que Romans et Lip) ; le livre de Jean-Louis Servan-Schreiber « L'entreprise à visage humain » ; les premiers textes de l'association « Echanges et projets » animée notamment par Jacques De-

Tous ces écrits ont en commun de poser deux questions : est-il possible de continuer sur une base de croissance aussi forte sans organiser une certaine planification des choix ? Est-il possible de laisser les travailleurs (toutes catégories confondues) dans un statut de dépendance totale sans courir le risque d'explosions du type de 1968 ?

Leurs réponses à ces deux questions sont claires : il n'est plus possible de ne pas maîtriser le cycle de la croissance, sous-entendu : le capitalisme doit mieux s'organiser, ce qui ne peut que favoriser les forts au détriment des plus faibles. Il faut aller vers de nouvelles relations sociales dans l'entreprise et dans l'ensemble de la vie sociale en insufflant un esprit de décentralisation et

de responsabilité. Il faut noter que dans leur esprit, cette nouvelle forme de relations sociales doit toucher toutes les catégories de travailleurs. Il y a une différence considérable avec certaines formes du discours patronal traditionnel dirigé uniquement vers les cadres.

On peut, bien sûr, s'interroger sur la portée exacte de tels discours. Après tout, ils n'engagent, pour l'instant, qu'une poignée d'hommes qui n'ont que peu de responsabilités même s'il s'agit de firmes ou de branches d'importance.

Mais le propre de l'analyse marxiste n'est-il pas de discerner dans une conjoncture concrète les tentatives les plus sérieuses visant à surmonter les contradictions du système social ? Or, il est évident que la coupure entre les « élites » socio-politiques et la base de toutes les organisations de classe n'a jamais été aussi grande qu'aujourd'hui. En apparence, les capitalistes souhaitent essentiellement le statu-quo et leurs représentants, tant au parlement qu'au gouvernement, agissent dans ce sens. En apparence aussi, la classe ouvrière n'est pas massivement engagée dans des revendications de pouvoir, même si elles apparaissent de plus en plus fréquemment ainsi que nous l'avons vu plus haut.



TOURNANT

Au niveau des « élites » par contre, les mouvements sont évidents. A gauche, l'autogestion répond à une attente certaine des travailleurs. A droite, la réponse ne s'est pas encore concrétisée dans un mot. Malheureusement pour elle, la participation ne peut plus faire recette. Mais l'essentiel des idées est en train de se constituer. S'agit-il pour autant d'un véritable tournant du système capitaliste ou plutôt d'une chimère de plus, manipulée par des nostalgiques d'un gaullisme social ? La question vaut d'être étudiée mais la réponse semble pencher clairement vers le premier terme de l'alternative.

nouvel horizon

En effet, nous l'avons vu, il n'est plus possible pour le capitalisme de survivre sur la base d'une intégration de la revendication de salaires. Ceci ne veut pas dire que cette politique sera abandonnée. Elle reste nécessaire mais elle n'est plus suffisante. Par contre, la perspective d'une intégration de la revendication de pouvoir ouvre un nouvel horizon. Elle a pour elle la sociologie. D'ici quelques années, un salarié sur trois sera en position de cadre dans l'entreprise. De plus, le travail deviendra de plus en plus collectif et dépendant d'un

travail d'équipe que l'on pourrait automatiser, particulièrement dans les domaines de la recherche et de la technologie. Ainsi, la décentralisation des pouvoirs permettrait à la classe dirigeante de s'allier ces couches très nombreuses et de tenter une ouverture vers les OP et les OS par la recomposition des tâches, l'établissement de groupes autonomes et homogènes de production et un certain écrasement de la hiérarchie des salaires.

Il s'agit donc de la perspective d'un nouveau stade du Mode de Production capitaliste. Ce nouveau stade n'est pas une suite au prétendu stade du capitalisme monopoliste d'Etat (CME), il est d'une autre nature. L'analyse marxiste du MPC en est trop souvent restée au niveau économique et a sous-estimé le poids de l'instance politique. Or, à mesure que s'approfondissent les contradictions du capitalisme, la régulation de l'ensemble du système se reporte au niveau politique et c'est à ce niveau que se traitent les contradictions. Ce qui différencie essentiellement ce nouveau stade du MPC de l'analyse du CME tient à sa base sociale. Le conflit entre bourgeoisie traditionnelle et bourgeoisie moderniste ne se calcule pas sur le clivage bourgeoisie monopoliste/bourgeoisie traditionnelle. Il traverse ces deux groupes en mettant d'un côté ceux qui misent sur l'intégration des revendications de pouvoir et ceux qui restent partisans de la carotte salariale. Il est vrai que la bourgeoisie monopoliste est plutôt tentée par la première solution, mais elle n'est pas unanime : des grands groupes français tels la **Compagnie Générale d'Electricité** (CGE) ou **Thomson** renaissent fortement face à cette perspective. A l'inverse, des entreprises, petites ou moyennes, mais dynamiques, sont déjà le lieu d'expériences nouvelles.

Au-delà de la bourgeoisie capitaliste, quelles sont les chances réelles de voir se confirmer d'ici quelques années ce nouveau stade ? Il y a deux secteurs déterminants en ce domaine : la classe ouvrière et plus généralement les forces de gauche — nous reviendrons plus loin sur leurs réactions — et les alliés traditionnels de la bourgeoisie. Ces derniers sont bien sûr peu favorables à une telle perspective. Ils préféreraient que l'on puisse mener en même temps la politique d'intégration et la politique de répression (par exemple en développant le syndicalisme « libre », en assurant « l'ordre » dans la vie sociale et culturelle). Or, ce qui caractérise ce nou-

veau stade, et qui est le signe d'une transformation profonde du MPC, c'est qu'un tel choix implique la renonciation presque totale aux modes de régulation passés. Pour l'instant, il semble que la bourgeoisie traditionnelle et la petite bourgeoisie ne soient pas mûres pour prendre un risque qui, à leurs yeux, n'est pas suffisamment garanti. D'où les réactions à l'affaire Lip, d'où l'absence de choix de Pompidou.

Mais les choses ne sont pas figées et la cote électorale de Chaban (supérieure à celle de Giscard) a beaucoup fait réfléchir au sein du groupe dirigeant. Cela ne veut-il pas dire que l'évolution décrite ci-dessus est en quelque sorte inéluctable et qu'en tout cas elle est pour la bourgeoisie la seule chance de salut crédible ?

retard d'une guerre

Mais pour revenir à un processus d'intégration, il faut avoir quelqu'un à intégrer, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs. Le discours de la gauche reste globalement assez muet sur cette perspective. Les analyses, bien que parlant d'horizons politiques différents, se rencontrent pour mésestimer l'évolution en cours. Pour les uns, tenants du CME, il ne s'agit que d'un habillage idéologique de la bourgeoisie monopoliste qui dressera contre elle l'immense majorité du « peuple » anti-monopoliste. Pour les autres, parfois tenants de l'autogestion, la bourgeoisie ne procède pas à des choix, elle a une seule politique présentant plusieurs facettes. Pour ces derniers, la solution trouvée à l'affaire Lip n'est motivée que par la recherche d'un profit à court ou moyen terme. Nous pensons que cette analyse est totalement ou, au moins, partiellement fautive. Si une certaine partie du patronat est allée si loin à contre-courant, ce n'est pas pour ramasser quelques millions de francs hypothétiques aux environs des années 1980. Il s'agit beaucoup plus de l'ouverture d'un vrai conflit au sein de la bourgeoisie.

Dans les deux cas, nous voyons une mésestimation des évolutions en cours. Le Programme commun reçoit par là un nouvel éclairage : au lieu de porter sur les aspects les plus nouveaux des luttes ouvrières, il se situe encore au niveau de la répartition salaires/profits qui a marqué ces dernières décennies. C'est un avantage si l'on se contente d'une analyse statique de la situation sociale et électorale ; c'est un grave inconvénient si l'on recherche une analyse dynamique. Que le Programme commun soit muet sur les revendications de pouvoirs est grave. Cette absence ne nous réjouit pas, car il y a là une faille qui risque d'être très rapidement exploitée par nos adversaires.

Selon toutes apparences, le socialisme autogestionnaire est la réponse

crédible à ce nouveau stade du MPC. En effet, en parlant de l'autogestion, nous nous situons bien au même niveau : celui de la revendication de pouvoirs. Sommes-nous pour autant exempts de tout risque de récupération et de déviation ? Rien n'est moins sûr. Une vaste offensive est déjà en cours sur le thème : l'autogestion, c'est bien, mais il faut être pragmatique et commencer dès aujourd'hui les réformes internes du système qui modifie les relations sociales. Cette campagne s'appuie bien sûr sur la puissance des mass-media — qui, jusqu'à preuve du contraire, ne sont pas aux mains de la classe ouvrière — mais aussi sur nos difficultés à faire du socialisme autogestionnaire un axe de luttes pour le temps présent. Si nous sommes parfois imaginatifs pour le futur éloigné, nous le sommes moins pour le futur rapproché. L'ambiguïté qui doit être levée porte sur l'impossibilité de réaliser l'autogestion en régime capitaliste. Elle ne le sera pas par les discours où les engagements écrits, comme nous le demandent trop souvent nos camarades communistes. Elle le sera par une pratique qui, se situant au niveau réel du problème — celui de la relève par le capitalisme moderniste — nous permettra de cristalliser les revendications de pouvoirs autour d'une lutte anti-capitaliste.

une rupture

Nous avons ainsi tenté de mettre en évidence des tendances du capitalisme qui nous obligent à réviser nos analyses. Il ne s'agit certes que de tendances encore minoritaires, mais nous aurions tort de ne pas y prendre garde. Ce qui se prépare depuis 1968 et que la crise de l'énergie a accéléré, est une transformation fondamentale du MPC qui marquera une rupture par rapport aux cinquante dernières années.

Rien n'est joué du côté de la bourgeoisie qui hésite à perdre certains de ces atouts traditionnels (autorité, principe hiérarchique, primat du savoir...). Mais les forces populaires ne sont guère mieux préparées à ce tournant ; elles restent trop timorées ou dogmatiques là où il faudrait plasticité et imagination. La bourgeoisie française vient de nous donner un répit, tentons d'en profiter pour réactiver le débat et la pratique de l'ensemble des forces de gauche.

Sinon, nous risquons de voir apparaître un retour aux opérations de troisième force qui, cette fois-ci, pourrait réussir, car il existe un véritable projet, nouveau et actuel (1).

Bernard SALGUES ■

(1) certaines déclarations ou pratiques du PS sont inquiétantes sur ce point. Il est clair qu'il y a là une partie de la base potentielle de ce nouveau capitalisme. Nous n'avons pas développé ce point, car il l'a déjà été longuement dans ces colonnes.

en bref

● **L'OR : VRAI ET FAUX PROBLEME** : La presse fait ses gros titres sur les variations fabuleuses du cours de l'or. Sa multiplication par quatre en quelques mois est en effet impressionnante. Elle n'a cependant guère d'intérêt pour la collectivité, l'essentiel du jeu se passant entre spéculateurs professionnels. Beaucoup plus lourde de conséquences est la place actuelle de l'or dans la politique monétaire de la France. Seuls quelques spécialistes en parlent, protégés de la grande masse du public par l'épais rideau de la technique financière. Brièvement résumé, le problème peut s'exposer ainsi : la France possède 44 % de ses réserves monétaires en or (4 milliards de dollars sur 9 au total) ; le cours officiel du dollar auquel s'échange l'or entre banques centrales est de 42 dollars l'once d'or, tandis que sur le marché libre, celui-ci vaut environ 150 dollars l'once. Par suite, il serait absurde de vendre de l'or au cours officiel alors que son prix potentiel est presque quatre fois plus élevé. Autrement dit, la crise monétaire internationale aboutit aujourd'hui à stériliser près de la moitié des réserves monétaires françaises. A un moment où nous avons plus que jamais besoin de moyens

de paiement pour régler nos échanges avec l'extérieur, cette semi-paralyse est extrêmement grave. Car pour y faire face, les pouvoirs publics d'une part encouragent les grandes entreprises françaises à emprunter des capitaux sur les marchés financiers internationaux et d'autre part ne s'opposent plus à l'afflux des capitaux étrangers en France.

Il y a là un retournement complet de la position française traditionnelle qui se fondait jadis sur le principe d'indépendance nationale. Celle-ci est aujourd'hui fondamentalement remise en cause par l'intermédiaire de l'échec total de la politique monétaire française.

Est-il envisageable que le rôle imparti à l'or dans les échanges internationaux soit renforcé à l'avenir ? Il faudrait pour cela que la position de la France reçoive un sérieux soutien ; mais on ne voit guère d'où il pourrait venir. L'Allemagne Fédérale avec 15 % seulement de ses réserves en or n'y a aucun intérêt. Les pays du Tiers-Monde, avec moins de 10 %, recherchent beaucoup plus une nouvelle répartition et une garantie de stabilisation des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) fondés sur le dollar. Quant aux Etats-

Unis, ils ne consentiraient à réévaluer l'or que s'ils obtenaient en échange de sérieuses contreparties politiques et économiques de la part de l'Union Soviétique, principale intéressée sur la question de l'or.

● **LES PRIX... ET LA CHINE** : Le numéro de mars de la revue PROJET contient deux dossiers de qualité tant par l'information que par la réflexion. Le premier concerne la hausse des prix en régimes capitalistes ; on lira particulièrement l'article de Jean Cartell « Inflation permanente ou marché dirigé ». Au terme d'une solide analyse économique, l'auteur montre que seule une planification démocratique pourrait faire contrepoids à l'emprise que les grandes entreprises réalisent sur le marché grâce à l'inflation.

Le second dossier porte sur la Chine populaire. Quatre aspects du problème sont évoqués : la fin du fétichisme de la ville, la préservation de la nature, la participation de la Chine aux échanges commerciaux internationaux, une réflexion sur l'histoire de la pensée maoïste et ses relations avec le léninisme et le maoïsme. (6 F 50). J.G. ■



LA FRANCE QUI

Actualité sociale chargée, comme on dit dans les salles de rédaction. Le moins qu'on puisse dire est qu'il y a de la matière. Ça bouge un peu partout, et l'on sent monter dans ce pays comme un désir d'en découdre. Parallèlement au mouvement de grande ampleur qui se poursuit dans les banques — et qui est peut-être le plus significatif de la crise profonde du régime — se déroulent actuellement une série de conflits durs qui portent sur l'emploi — comme à Rateau, comme à la SEMM-Caravelair, à Trignac. Ou qui portent, plus généralement sur les problèmes de maintien du niveau de vie face à une aggravation très forte des conditions de vie des travailleurs.

Paradoxalement, au moment où se pose la question de l'unification et du débouché politique de toutes ces luttes, on sent une incertitude des forces qui représentent traditionnellement les travailleurs dans leur capacité d'unifier leurs propositions et leur action commune : nous y revenons par ailleurs et cette situation a fait l'objet de l'examen de la DPN du PSU réunie le week-end dernier.

On voit aussi ces derniers jours se développer une nouvelle polémique au sommet entre les deux principales centrales ouvrières de ce pays : la CGT s'en prend verbalement à la CFDT (à propos de la grève bouchon des Houillères de Lorraine) contre laquelle elle lance l'accusation d'irresponsabilité dans la conduite des luttes. Une accusation qui a déjà beaucoup servi dans le passé — et jusque dans un passé récent, à propos de l'affaire Lip.

Il n'est pas du rôle d'un parti d'arbitrer les divergences qui surgissent entre deux centrales syndicales sur la manière de conduire l'action revendicative. Le débat ne saurait toutefois nous laisser indifférent, dans la mesure où c'est, à travers lui, la question de la stratégie du combat des travailleurs qui se trouve posée. Le PSU aura probablement à aborder directement la question avec les organisations syndicales en cause.

Il reste que, dans les formes qu'elle a prises, cette polémique publique paraît pour le moins mal venue. Il n'est que de voir l'intérêt et les commentaires abondants qu'elle suscite — dans la presse, sur les ondes — pour comprendre comment, dans la situation présente, elle dessert la lutte de milliers de travailleurs engagés concrètement, à la base, sur le terrain, dans un combat difficile contre un patronat et un Etat qui se refusent à rien lâcher.

C'est dans l'unité — faut-il le rappeler — maintenue contre vents et marées, que les Lip ont fini par l'emporter. C'est dans l'unité la plus large — ce qui ne veut pas dire absence de débat — que les travailleurs des banques mènent leur mouvement actuel, et peuvent espérer l'emporter. Et les travailleurs de Rateau savent bien qu'ils ont besoin aussi de l'unité pour gagner une grève qui dure depuis plus de sept semaines.

On se demande alors quelle mouche a bien pu piquer la CGT ?

Que cette polémique publique soit inopportune dans la période actuelle, c'est une évidence. Mais il en est une autre : la bourgeoisie aurait tort de pavoiser trop vite, et d'étaler sa satisfaction, comme ces derniers jours, dans sa presse. Ce n'est pas la première fois que le dialogue tourne à l'aigre entre la rue Lafayette et le square Montholon. Mais il y a déjà un bon bout de temps que, d'un côté comme de l'autre, on sait jusqu'où aller trop loin. Et qu'on ne se trompe pas dans l'identification de l'ennemi commun...

B.L.

CORRESPONDANCES

RATEAU : FLICS ET FRIC. A près de deux mois de grève avec occupation, les travailleurs de chez Rateau, à la Courneuve, se trouvent face à deux soucis majeurs : la menace de l'intervention policière suspendue comme une épée de Damoclès et, d'autre part, la fonte comme neige au soleil des ressources financières de chacun. Le premier mois de grève, commencé après la paye de janvier, n'a pas été trop difficile quant au fric. Maintenant, il faut ajuster la ceinture avec les sommes allouées par les syndicats : 150 F d'abord, puis 500 F, lundi dernier. Pas de quoi tenir très haut le degré de combativité, d'autant que, spéculant sur une éventuelle lassitude des travailleurs, les patrons de CGE-Alsthom maintiennent délibérément les négociations au point mort. D'autant aussi que la plupart des journaux et, surtout, l'ORTF ont laissé tomber la « chappe de silence » sur ce conflit à

court de spectaculaire. C'est pour rompre ce mutisme que dimanche, sur la piste d'Auteuil, à l'heure où la télé sacrifie en direct au rite du tiercé, plusieurs dizaines de manifestants du PC ont déployé une banderole : « Rateau doit vivre. Patrons, négociez avec les syndicats. Halte au mur du silence de l'ORTF ». La veille, une délégation de l'usine s'était rendue à l'ORTF pour se plaindre du blocus opéré par la radio et la télé sur le conflit de la Courneuve.

Un autre « blocus » que les grévistes de chez Rateau essaient cette fois d'organiser, c'est celui de la production dans les autres usines du groupe. Mais là encore, les difficultés sont grandes car la mobilisation demeure très variable. Une compensation à tout cela : les collectes de solidarité ont rapporté un million de francs en une semaine.

● soutien : UD-CFDT Bobigny (93) — CCP 3992.19 Paris « Solidarité Rateau ».

● BANQUES : campagne d'information

Il y a bien longtemps que le boulevard des Italiens n'avait vu autant de monde : 20 000, 25 000 peut-être employés de banque se sont rassemblés vendredi dernier, dès 10 heures, face au Crédit Lyonnais. Alors que les flics — au service de l'Etat des patrons — gardaient l'immeuble Grétry-Ménars dont ils avaient défoncé la porte, les délégués syndicaux apparaissaient au balcon du siège, après avoir occupé la salle du conseil d'administration. Ça ne manquait pas d'allure et la direction du Lyonnais a été tournée en ridicule par les manifestants venus de toutes les banques, sièges et agences de Paris et de la banlieue.

Devant le ministère des finances, la responsabilité politique du gouvernement a été mise en évidence : c'est lui, c'est son ministre du fric qui en tant « qu'Etat de tous les patrons », s'oppose aux revendications des employés de banque. Devant la Bourse — temple du capitalisme et de la spéculation —

gardée comme le ministère par les mousquetons des mobiles, beaucoup d'employés ont perçu le sens politique de la place qu'ils occupent dans le maintien et l'extension du système de valeur fondé sur l'argent.

Bien entendu, cette conviction qui peu à peu prend corps chez eux, a été mise à rude épreuve pendant le week-end. Les employés de banque ont entendu leurs amis, les membres de leurs familles se déclarer sans argent, faute d'avoir trouvé un guichet. Le carnet de chèque, système pratique s'est généralisé. Beaucoup de travailleurs l'utilisent, de gré ou presque de force, puisque les entreprises, couvertes par la loi, imposent le virement du salaire sur un compte (bancaire, postal etc...).

Cela, les patrons des banques, le gouvernement le savent : c'est leur stratégie d'intégration des travailleurs dans le système. Comme pour les grèves de



Les Lip ont donc retrouvé leur usine, du moins une partie d'entre eux : ils seront 170 réembauchés à la fin du mois. Les autres ont pris le chemin de l'école, en attendant que se rouvrent, pour eux aussi, les portes de l'usine de Palente. Mais les uns et les autres continuent de former une communauté soudée, aguerrie, et bien décidée à le rester.

Cette volonté se manifeste par le contact constant et quotidien qui demeure entre ceux « de l'intérieur » et les autres, qui attendent encore, pour reprendre l'image de Piaget, « le car de ra-

massage » qui regroupera à terme tout le monde dans l'usine. Au cours des AG quotidiennes, on échange les impressions, on se raconte. Un premier sujet de satisfaction est la présence, dans le premier lot des réém-

● **MINEURS DE LORRAINE :** une question de fond... début janvier, les cheminots des houillères de Lorraine se mettaient en grève (TS 604). Depuis 10 jours, ce sont les carriers de Freyming-Merlebach et les ouvriers des lavoirs du puits Simon-Petite Rosselle. Le 11 mars, lock-out décidé par la direction : 6 200 mineurs de fond sont en chômage technique.

La situation n'est pas facilitée par la polémique entre la CGT et la CFDT. La CGT, appuyée par la CFTC et FO, est pour la reprise du travail. La CFDT, elle soutient la tactique de la grève-bouchon, choisie par les 170 travailleurs pour faire aboutir leurs revendications.

Que donnera la réunion paritaire prévue pour le 21 mars aux Charbonnages de France sur la revalorisation de la profession minière (une grande idée de Messmer) ? Quelles seront les attitudes des directions syndicales ? (la CGT si elle n'obtient pas satisfaction, décidera-t-elle

un mouvement de grande envergure ? La CFDT, quant à elle, avait proposé d'appeler à la grève générale le lundi 11 mars). Quel degré d'énergie la lutte atteindra-t-elle ? Quels résultats concrets pour les travailleurs ? Cette question de fond, traitée au sommet, leur sera-t-elle favorable ?

● **FLICS ET « FLICS ».** C'était, l'autre jour, la manif des fonctionnaires. Quelques « Hou, hou ! » dans la foule. Ou quelques appréciations gratuites : « c'est vrai qu'ils ont quand même des gueules de flics ». Après les grévistes des banques et des ministères, venaient les manifestants de la police. Impressionnant : sur une large ligne qui barrait tout le boulevard de l'Opéra, trois colonnes de policiers marchant de front, derrière leurs banderoles : les policiers CGT, le gros bataillon des « autonomes » de Monate, et les policiers CFDT entourant l'inspecteur Jean-Louis Breton, « viré » récemment par Marcellin.

BOUGE

la Sécurité sociale, de l'EDF, de la RATP-SNCF etc. Ils disposent d'un moyen pour faire pression en dressant le soi-disant « utilisateur », « consommateur » contre le « gréviste » forcément « égoïste ». Pendant la manifestation de vendredi, les comités de grève des trois grandes banques nationalisées (C.L., S.G., B.N.P.) ont distribué un tract disant « Nous savons que cette grève peut vous apporter une gêne. Mais nous n'avons pas d'autres moyens de faire céder la direction sur nos revendications ».

Cette campagne, qui a pu démarrer conjointement grâce aux comités de grève, relayant un tract intersyndical de la Société Générale, est essentielle cette semaine pour accroître le rapport de force alors que le mouvement de grève générale illimitée était reconduit dès lundi par l'ensemble des syndicats (CFDT, FO, CFTC, SNB (CGC), la CGT s'en tenant elle à la grève « à la carte » par service et par jour). La plateforme reste la même : 400 F, 20 points de rattrapage ; 30 points d'amélioration de pouvoir d'achat etc.

Derrière cette plateforme sur un mot d'ordre centralisateur, les initiatives de la base modèleront les formes d'ac-

bauchés, d'un certain nombre de militants parmi les plus actifs tout au long du conflit, notamment de Raymond Burgy : il n'y aura donc pas de coupure, comme on pouvait le craindre entre les éléments les plus combattifs et les autres. C'est important pour l'avenir.

la pointeuse

Il n'y aura pas grand chose à raconter sur la reprise elle-même : les 170 Lip de la première fournée ont retrouvé la pointeuse avec un certain soulagement. C'est sans doute un paradoxe : mais dans ce cas précis, l'horloge qui surveille les entrées et les sorties est ici le symbole de la victoire. Ils sont rentrés, ils ont repris leur travail, avec le sentiment qu'il y a du pain sur la planche et que la vigilance s'impose : moderne ou pas, le patronat reste le patronat. On ne les fera pas travailler dans n'importe quelles conditions !

Quant aux autres, en attendant que les services officiels se décident à mettre en place un programme de formation cohérent, ils reçoivent, pendant quatre semaines, une formation générale (français, maths, économie) assurée par des professeurs du secondaire. Le contenu et les modalités de cet enseignement sont déterminées par des rencontres entre les Lip et les enseignants qui participent à cette formation (notamment dans le cadre de la CFDT, avec les enseignants du SGEN) : là encore, pas question d'avalier n'importe quoi, dans n'importe quelles conditions. Volonté aussi de ne pas

Ça faisait du monde. Et des slogans aussi, lancés par la petite mais courageuse fédération CFDT : « La police au service des travailleurs », « Non à la police au service du capital », ces slogans mêmes qui furent reprochés, comme on sait, à Jean-Louis Breton.

Quelques mètres en avant du cortège, un vieux clochard passablement imbibé, visait la ligne des policiers en minant un mitraillage... Et sur les côtés, des agents en uniforme applaudissaient leurs collègues. Ça nous changeait.

● **SEMM-CARAVELAIR : 3e SEMAINE.** A St Nazaire-Trignac, les travailleurs de la SEMM occupent l'usine depuis le 1er mars, date à laquelle le conseil d'administration a décidé le licenciement collectif des 630 salariés (TS 609 du 7 mars). Ceux-ci ne se sont pas enfermés dans un ghetto : ils ont organisé deux week-ends « portes ouvertes » (plus de 1 000 visi-

tion : piquets de grève, occupations ici et là, en tenant compte de l'intérêt « stratégique », et surtout une grande campagne d'information dans tout le pays vers les autres travailleurs, sur une base de classe, c'est-à-dire en refusant « l'union sacrée » de tous les « utilisateurs » de la banque.

« Nous ne nous tromperons pas d'adversaires », déclare un permanent du syndicat parisien CFDT de la banque. « Mais nous ne voulons pas non plus paralyser le mouvement comme nous y invite la CGT qui nous accuse de mener des actions minoritaires ou irresponsables ». Que ce soit au C.L., à la B.N.P. ou à la S.G., les déclarations des responsables professionnels et confédéraux de la CGT ont été reçu « comme un coup de poignard dans le dos » comme une invitation à l'expulsion de tous les grévistes qui occupent des immeubles ou bloquent des services et des agences. « Il nous faut faire des efforts encore plus grands pour convaincre les travailleurs de la banque qu'il est temps de prendre les affaires en main », sans s'en remettre toujours aux responsables syndicaux » précise ce permanent CFDT, membre du P.S.U.

M.C. ■

retrouver les rapports traditionnels de l'école-caserne. Volonté de mettre à profit cette période de formation pour y apprendre de nouvelles techniques, pour mieux comprendre, mieux se battre. Volonté de mener un travail commun de réflexion sur le conflit, ses moments importants, son compte-rendu dans la presse, les livres, etc.

Concrètement, des groupes de quinze, répartis dans divers établissements scolaires de la ville. 15 heures d'enseignement par semaine. Une certaine appréhension chez les proviseurs de lycée : on fait entrer le loup dans la bergerie... Le fait est que, concrètement, l'école s'ouvre aux travailleurs, qui vont cotoyer des lycéens. Et que ce genre de contacts peut être une chance supplémentaire à ne pas laisser passer. Les professeurs sont prêts à jouer le jeu et le débat s'installe : sur le conflit lui-même, comme sur le rôle et l'intérêt des maths modernes. On en profite aussi pour aborder des questions importantes, qui n'avaient pas eu le temps d'être vraiment posées dans le feu de l'action : rôle des femmes dans la lutte ; problèmes de l'avortement et de la contraception, etc.

Enfin, les Lip eux-mêmes s'organisent des contre-cours, qui ont déjà commencé : « La Commune de Paris », « Qu'est-ce qu'un holding ? », « La hiérarchie des salaires », etc.

Et dire qu'il y a encore des gens pour croire que Lip est fini et que les Lip ont été battus !

Corresp. ■

teurs). De même qu'ils avaient en février, pénétré à l'improviste dans les Chantiers de l'Atlantique et à la SNIAS, envahi la Chambre de Commerce de St-Nazaire et manifesté devant la mairie de La Baule, ils ont, le 11 mars, troublé et finalement interrompu une « gentille » réunion du Club Méditerranée que le groupe Trigano avait eu l'impudence d'organiser à St-Nazaire au moment où il prive d'emploi au moins 1 500 personnes de la région (630 à la SEMM, 160 intérimaires et plusieurs centaines de salariés des boîtes sous-traitantes).

Pour cause de grippe, les délégués n'ont pas encore pu rencontrer le PDG du groupe Maury-Garnier qui se propose d'empocher de substantielles primes de « création d'emploi » et d'économiser de la patente en reprenant les locaux et une partie du personnel pour fabriquer des machines agricoles.

Le non-démantèlement, le refus des licenciements et le maintien des avanta-



chez
les
paysans

front des luttes

FGA : tous nos vœux !

La Fédération Générale de l'Agriculture de la CFDT regroupe les salariés de la branche agricole : les salariés agricoles des exploitations, ceux des industries agricoles et alimentaires, les administratifs de toutes les catégories (Crédit agricole, ministère, chambres d'agriculture, etc.). Au cours de son 6e congrès, du 7 au 10 février, la FGA a cherché à se redéfinir et à se fixer des options à long terme. Celle-ci pourront-elles être concrétisées ? Nous nous posons la question.

Cet important congrès a été bien préparé. Deux mois avant son ouverture, le rapport d'orientation a été diffusé très largement. Principaux axes : « les salariés de l'agriculture ont les mêmes patrons en face d'eux, ils se battent contre le même système. La solidarité de tous les salariés du secteur est un facteur important de réussite des luttes. Face au paternalisme des dirigeants agricoles, ayons une attitude anticapitaliste et non corporatiste, appuyé sur une analyse commune de l'évolution de l'agriculture ».

La présentation de ce rapport a été suivie de nombreuses interventions. Le débat, parfois animé, a permis aux délégués d'exposer ces luttes et les projets de la base, ce qui a amené le bureau national à réexpliquer et clarifier un certain nombre de ses positions. Ce souci de rebâtir l'analyse à partir des luttes et certainement l'un des acquis de ce Congrès.

Les débats ont été marqués par une importante intervention d'Edmond Maire sur la nécessité d'alliance entre salariés et paysans : « De telles alliances doivent se faire sur une base claire. Il faut refuser un corporatisme encore trop répandu ». Après avoir analysé la pénétration du capitalisme en agriculture « qui laisse subsister des modes de production plus traditionnels », Edmond Maire distingue deux catégories d'agriculteurs. Rejetant toute alliance avec la minorité de ceux qui sont tout prêts à se satisfaire du régime actuel, il considère que la plupart des paysans « déjà victimes du grand capital, même s'ils sont à leur tour exploités de main-d'œuvre » peuvent devenir des alliés pour les salariés de l'agriculture.

Mais « il faut parler franchement aux agriculteurs, démasquer l'adversaire, leur offrir autre chose que le désespoir ou la résignation ». Pour ce, il faut « garantir leur avenir et leur proposer non la concurrence, mais la coopération. Il faudra sans doute du temps — ajoute Edmond Maire — pour que ce langage soit

admis par nombre d'entre eux. Mais cela se révélera sans doute plus payant que de faire des promesses contradictoires ».

Trois axes prioritaires ont été définis à l'issue du Congrès :

— d'abord, soutenir la lutte des salariés agricoles d'exploitation, qui vivent avec des salaires souvent inférieurs au SMIC dans des conditions de vie et dans un isolement dignes du XIXe siècle ;

— se battre pour la sécurité de l'emploi. Sur ce point, toutes les catégories sont vulnérables. Que deviennent les salariés des coopératives lors des concentrations ? Les organismes créés par un geste politique disparaissent par un autre, telle la COFREDA.

— obtenir un régime social unique pour tous, la multiplicité amenant des inégalités dans les droits des travailleurs et n'ayant d'autre but que de les diviser. Quelques exemples de ces disparités :

● Il n'y a pas d'assurance-chômage pour les associés d'exploitation ;

● lorsqu'un salarié d'exploitation est handicapé physique, la loi permet de lui ôter jusqu'à 50 % de son salaire.

Ces trois priorités sont importantes. Elles peuvent permettre une avancée importante des luttes dans les secteurs agricoles et alimentaires. Un point cependant nous inquiète : au cours des débats, les salariés agricoles d'exploitation se sont très peu exprimés, alors qu'on s'est beaucoup exprimé en leur nom. S'il y a plusieurs actions à mener à la fois au sein d'une fédération, celle de soutien de tous à la lutte des salariés d'exploitation agricoles sera-t-elle prioritaire ? Cela pose le problème sous-jacent au débat : faut-il un seul syndicat pour tous les salariés de l'agriculture ?

Tous nos vœux à la FGA pour ce dur combat contre elle-même.

Hector COIRON ■

ges acquis restent les exigences des grévistes. La lutte sera dure car le groupe Maury n'envisage pas plus de 500 embauches et paie la plupart de ses salariés au SMIC, ce qui est nettement en-dessous des salaires de la métallurgie nazairienne.

Le soutien populaire sera donc particulièrement important et il faut dénoncer la municipalité PS de St-Nazaire qui contribue à démobiliser la population en participant aux côtés du Monod, adjoint de Guichard, à la pose de la première pierre d'une usine qui devrait ouvrir fin 1975... à moins que le trust multinational EATON, comme naguère le trust BABCOCK pour l'atelier ATLAS, n'oublie de poser les pierres suivantes... Le PS cautionne ainsi la politique de poudre aux yeux du patronat et du pouvoir qui veut persuader les nazairiens que le problème de l'emploi n'est tout compte fait pas si grave. Cela au moment où il est urgent d'intensifier le soutien populaire :

— financièrement parce que les grévistes en sont à leur troisième semaine de grève et qu'ils ont de gros besoins après les multiples débrayages de ces derniers mois et la réduction d'horaire de février ;

— physiquement parce que la justice bourgeoise a décidé l'évacuation de l'usine occupée, éventuellement par la force.

Regrettons à ce propos que le PSU ait été seul à proposer au comité de soutien la prise en charge de cette solidarité physique et que, le surlendemain, la municipalité communiste de Trignac ait unilatéralement annoncé qu'en cas d'intervention des flics, la sirène de la mairie alertera la population. Le PCF a donc créé un comité de soutien trop ouvert sur la droite pour se réserver les initiatives combattives : il peut se le permettre, compte tenu de son implantation prépondérante dans l'entreprise et dans la localité mais ce n'est pas tout à fait unitaire.

BASKET
 LES CLERMONTOISES CONTINUENT
 C.U.C. BAT BUCAREST
 CHEZ LUI : 75-71
 Pages sportives



L'A.F.P. L'AFFIRME (12 h 34)
 la mairie de Sète le dément (16 h 50)

LA "MANIF" contre FONTANET A-T-ELLE TUÉ MATHIEU (5ans) EN BLOQUANT LES SECOURS ?

En tout cas, ses parents le pleurent

50 000 jeunes dans les rues de Paris un jeudi après-midi, c'est ennuyeux pour « Le Parisien » dit « libéré ». Ses lecteurs n'ont pas pu ne pas voir la mobilisation policière, les embouteillages, le défilé, les banderoles sur les lycées en grève. Alors, il faut écrire quelque chose. « L'Aurore » a visé les provocateurs armés qui se baladaient en avant de la manifestation, à la recherche de quelque action d'éclat : du boulot pour Chirac — il ne faut pas abandonner les méthodes de Marcellin : c'est ce que voulait dire leur photo !

Mais « Le Parisien », il a déjà dit ça cent fois : il fallait faire autre chose, de bien saignant... Et qu'est-ce qui saigne plus qu'un mort, hein ? Alors, accrochez-vous les gars, vous allez voir comment on travaille au « Parisien ». Ils l'ont tué, ce gosse — il a cinq ans — ces salauds de jeunes ?

Non, pas directement ; et d'abord, ça ne se passe pas à Paris, mais à Sète. A Sète, messieurs et dames, il y a aussi des lycéens, hein ! Et même qu'ils étaient un millier à défilé ce jeudi-là (et alors, dans ce cas, on ne lésine plus sur le chiffre, même si la ville est petite : ils étaient mille).

Comment qu'ils l'ont tué ? D'abord, il est tombé tout seul dans le canal. Mais ensuite, quand il a fallu transporter le corps — les jeunes étaient sur le parcours. Oui, non ? La mairie, la police, la famille : personne n'est d'accord ! Et le corps au fait, un cadavre ? Il était déjà mort : mais non, mais si ! Tant pis pour les démentis : ça fait déjà un bon quart de page. Comme ça, en dessous, on peut régler son compte à la grande manif parisienne : 30 lignes, et encore pour dire que cette fois, la police a bien fait son travail...

DECLARATION COMMUNE

Les jeunes, comme l'ensemble des travailleurs, sont victimes de la même politique des patrons et du pouvoir. Le pouvoir d'achat bloqué, le développement du chômage, la répression, caractérisent cette politique. Dans les entreprises, les services, les CET, les lycées, les universités, les luttes se développent pour imposer le changement du système social, du système éducatif, pour soustraire la formation à la domination du patronat.

L'action qui s'engage contre la « loi Fontanet » a la même signification :

— il s'agit de dire Non à la sélection et à la répression ;

— il s'agit, en même temps, d'obtenir la suppression de la discrimination entre les jeunes dans l'école, une amélioration de la formation des maîtres, un corps unique d'enseignants de tous degrés.

Malgré les concessions faites par le gouvernement aux revendications communes, l'axe central du projet est bien le refus d'une transformation du système éducatif au profit des jeunes et des travailleurs. Il renforce la sélection à tous les niveaux. Il adapte la formation aux seuls besoins du patronat. Il aggrave la séparation entre formation générale et formation technique. Il refuse une formation visant à la compréhension critique de la réalité. La lutte des jeunes n'est pas isolée. Elle rejoint celle des travailleurs. C'est pourquoi ensemble ils se battent pour :

1) Le droit à l'emploi et à la formation pour tous : même droits pour tous à la formation générale et technique ; droit à un premier emploi pour tous à la sortie de l'école ; même garanties sociales en cas de chômage ; garantie de l'emploi pour tous les personnels.

2) La reconnaissance des qualifications dans les conventions collectives et une grille unique de classification.

3) Mettre fin à l'échec scolaire et à la discrimination sociale : suppression du « palier de sortie en 5ème » ; donner plus à ceux qui ont moins ; refus du « BAC-concours », « BAC-guillotine », sélection à l'entrée dans le supérieur.

4) Le droit à l'information, la liberté d'expression, d'organisation et de réunion dans les établissements.

5) Un statut unique des enseignants et des travailleurs dans l'entreprise : suppression de la hiérarchie des corps enseignants ; titularisation des auxiliaires ; mêmes droits pour tous.

6) Les « 10 % » partout, avec les travailleurs : utilisation d'un temps disponible pour ouvrir les établissements sur le monde du travail et les réalités sociales, politiques et économiques.

7) L'abrogation des articles 56 et 57 de la loi Royer qui livrent au patronat une main-d'œuvre malléable et gratuite à 14 ans.

8) Devenir responsables de leur propre formation

9) L'amélioration des conditions de travail dans les C.E.T. comme dans les entreprises (cadences, horaires, hygiène et sécurité...).

10) Empêcher les patrons de contrôler la formation : les lycéens, élèves des C.E.T. et étudiants, sont des jeunes travailleurs en formation.

Sur ces bases, la solidarité et la convergence des luttes doivent se renforcer et devenir permanentes.

Declaration signée par les organisations suivantes : C.F.D.T., M.A.R.C., S.G.E.N., A.M.R., C.L.A.J., M.R.A.C., P.S.U., J.E.C., T.C., O.S., vie nouvelle



ah! les beaux

Le rétablissement du latin par Pompidou, on s'en fout. Mais à quelle sauce serons-nous sélectionnés ? A travers toute la France, les lycéens et collégiens, caracolant dans les rues, ont manifesté leur angoisse des lendemains et leur ras-le-bol de printemps. Sur des airs connus : « chaud, chaud, chaud... », « une seule solution... », « non à l'école des patrons », « non aux lycées-casernes ». Et sur d'autres, adaptés aux circonstances : « Fon-Fon-Fontanet, assez sélectionné » ou (en plus cruel, ah, ils en remettent toujours !) « Et hop, Fontanet, plus haut que Carrero ! »

Ils ont quinze ans. Mai 1968, c'était l'affaire des étudiants. Aujourd'hui, c'est l'irruption des adolescents. Et il ne s'agit plus de monômes de fils de bourgeois voulant en découdre une fois l'an, après leur bac, à St-Germain-des-Prés. La fête bien sûr, mais une gravité qui devrait faire peur à la vieille droite qui nous gouverne, et qui ne comprend rien, mais ce qui s'appelle rien :

« Ce n'est pas aux élèves qu'on leur donne Pierre-Auguste Messmer ces journées lycéennes. Ça pouvait être compris, ou

Passant outre ces adri nel excédé, les cortèges l'essentiel : la liaison avec lection, c'est pour que mieux, pour que l'école une main-d'œuvre sur me assez mais pas trop, et p suite au boulot. Les élève techniques en savent que les « classiques » et les été triés et formés pour la la classe ouvrière, ils sav sont solidaires et où on

« Non à la sélection « CET, usines, case

de l'école à la

On peut avoir l'impression que le mouvement lycéen n'est qu'un éternel recommencement. Chaque année, au printemps, l'ennui ayant dépassé le seuil de la saturation fait craquer le ghetto scolaire et se transforme en son contraire, une joie explosive, un peu folle, plus passagère que la résignation, laquelle reviendra avec la préparation des examens au troisième trimestre. Tous les « spécialistes » de l'administration de l'Education nationale et de la presse vous affirment qu'ils s'y attendaient, que c'est un mauvais moment à passer et qu'on a même prévu des vacances plus précoces que l'an passé pour éviter un prolongement inopportun du désordre...

On n'ose pas se poser la question : et si « ça » redémarrait après les vacances de Pâques ? Or, tout se passe comme si le mouvement n'avait pas encore donné toute sa mesure et que de nouvelles jonctions se préparent qui tendent, dès aujourd'hui, à transformer le caractère de la lutte menée jusqu'ici. Déjà la forte intervention des élèves du technique est une donnée qui peut être décisive à terme ; la mobilisation étudiante et enseignante s'opère selon les rythmes divers, mais doit prendre son ampleur à la rentrée de Pâques ; d'une manière plus générale, les travailleurs s'aperçoivent que les problèmes de formation les concernent de plus en plus. Pourquoi cette perspective d'extension et de changement de nature du mouvement ? A cela, deux sortes de raisons, les unes propres à l'évolution de l'école elle-même, les autres tenant à la conjoncture économique d'ensemble.

L'avant-projet Fontanet vient confirmer ce qui a été organisé en amont du système scolaire par la loi Royer et en aval avec l'organisation du cycle court de l'enseignement supérieur (DEUG). En effet, face à la nécessité d'abaisser le coût de formation, le projet ajuste de manière plus stricte le système scolaire et plus précisément l'enseignement secondaire aux besoins du marché du travail. Or, cette fraction de l'appareil scolaire se caractérisait jusque-là par un certain laxisme, dans la mesure où la petite bourgeoisie qui y avait accès, avait la possibilité de continuer des études supérieures, ce qui entretenait l'espoir d'une promotion sociale. Désormais, on ne peut plus payer l'entretien de cet espoir. Réveil brutal pour beaucoup de jeunes et leurs familles déçus dans leurs perspectives d'ascension ; la profession enseignante elle-même, jusque là débouché traditionnel d'une partie de cette couche, apparaît de plus en plus aléatoire et incertaine...



x jeudis...

de discuter l'ensei-
ra » a simplement dit
n guise d'épilogue à
omme si un tel langage
plement reçu...

onestations de pater-
éens ont voulu aller à
es travailleurs. La sé-
capitalisme marche
nisse aux entreprises
re, qui en sache juste
esse se mettre tout de
se collègues et lycées
ue chose : bien avant
cientifiques », ils ont
oduction ; enfants de
t-d'instinct de qui ils
it les mener.

culture pour tous »,
es : ras le bol »,

« **Travailleurs-lycéens, tous unis** », c'est eux d'abord. Eux qui en souffrent le plus, eux qui en perçoivent le mieux la finalité. Le relatif « libéralisme » des lycées où on enseigne les belles lettres ou les sciences spéculatives, ils ne connaissent pas : pour eux, lutter contre la réforme Fontanet en préparation, c'est aussi remettre en cause la scandaleuse loi Royer, qui ramène à 14 ans l'âge de la scolarité obligatoire et offre aux entreprises un surcroît de main-d'œuvre bon marché, taillable et corvéable à merci. Déjà ouvriers, encore élèves...

Depuis 1968, le parlement a été saisi de neuf propositions d'abaissement du droit de vote à 18 ans. Messmer, bradant tout à la veille des élections difficiles de 1973, avait promis une loi à 19 ans. Et ils ont quinze ans, les jeunes qui ont défilé un peu partout en France. Et ils ne sont pas des galopins. Et les élections, ils s'en foutent. C'est ce qu'on voulait ?

société

Or, cette rupture d'alliances sociales par l'école est d'autant plus inéluctable que le projet Fontanet survient, dans la foulée, après l'instauration à l'université d'un nouveau barrage au niveau du DEUG, lequel n'a aucune valeur sur le marché du travail... et après l'adoption des dispositions de la loi Royer concernant le pré-apprentissage : en clair, cela signifie qu'une bonne partie des enfants de travailleurs, ceux qui ont un certain « retard » à l'issue de la scolarité élémentaire, vont se retrouver dans les nouvelles structures : classes pré-professionnelles de niveau et classes préparatoires à l'apprentissage ; celles-ci « cumulant un mi-temps en scolarité plus formelle que réelle et un mi-temps en soi-disant stages n'aboutiront réellement qu'à envoyer en apprentissage sur le tas des jeunes de 14 ans, sans garanties sérieuses de formation générale et professionnelle » (Ecole et Familles — 19 octobre 73). Ainsi, du point de vue de l'école même, la réforme Fontanet vient confirmer les inquiétudes, leur donner un caractère plus systématique, les transformer en mécontentement de masse qui ne demande qu'à s'affirmer. A cet égard, la mobilisation rapide des CET est le signe le plus révélateur.

Mais, en outre et c'est là le fait prédominant, ce mécontentement, cette insécurité collective se manifestent au moment où les travailleurs ressentent avec plus d'acuité les effets de la gestion de l'économie capitaliste en crise.

C'est d'abord la colère contre l'aggravation des conditions de travail, y compris pour ceux qui sortent du lycée : le mouvement dans les banques est à cet égard exemplaire et révélateur d'un avenir... C'est ensuite l'inquiétude

portant sur l'emploi lui-même : quand cette inquiétude est devenue réalité, elle a entraîné des luttes d'un caractère nouveau : Lip est passé par là récemment, aujourd'hui c'est Rateau et la SEMM, demain la SNIAS, et après demain ? Enfin, la bourgeoisie a besoin d'une main-d'œuvre plus qualifiée qu'avant, mais cette qualification doit se limiter à un simple savoir-faire que le progrès technique rend vite périmé.



communiqué du BN

Malgré une propagande habile, un habillage pédagogique et l'utilisation de certains intérêts corporatifs, la réforme de M. FONTANET n'a pas trompé les principaux intéressés et en particulier lycéens, étudiants, élèves du Technique. Le P.S.U. soutient le mouvement qui se développe actuellement à partir des lycées et des C.E.T. ; il appelle les jeunes et les travailleurs à assurer leur jonction pour dénoncer l'école de l'échec et de la sélection. Il faut bloquer les projets gouvernementaux. La formation initiale et permanente devra être libérée des contraintes du capitalisme qui détruit, dès l'école, les possibilités sociales et culturelles de l'immense majorité du peuple. Pour permettre une éducation nouvelle et une formation qui, sous le contrôle des travailleurs, permettra d'édifier une société plus juste et plus égalitaire, il faut dire dès aujourd'hui :

— non à la sélection par le contenu de l'enseignement ou par l'élimination des élèves à 14 ou 16 ANS.

— non à la séparation entre le secondaire et le technique.

— non à la division et à la hiérarchisation des enseignants : pour un même type de formation et de statut des maîtres ; pour la titularisation immédiate des auxiliaires.

— non à la ségrégation dans l'enseignement supérieur qui vise à fournir au régime des fonctionnaires dociles et au patronat des élites bien dressées.

— non au pouvoir discrétionnaire des proviseurs, directeurs et directrices à l'égard des élèves ou des maîtres.

IL FAUT EXIGER :

— un enseignement unifié de la maternelle à la fin du secondaire technique pour assurer le droit de tous à une formation générale approfondie et liée à la vie réelle.

— le libre accès à l'enseignement supérieur pour les travailleurs et après l'enseignement secondaire.

— la liberté d'expression et d'organisation dans tous les établissements.

Le 12 mars 74 ■

Pour éviter de trop grandes distorsions, elle a accepté de mettre en place un système de formation permanente : or, la mise en pratique de celle-ci a surtout bénéficié aux cadres et de ce fait, a renforcé les inégalités sociales.

Cet ensemble de considérations nous amènent à penser que la lutte contre la loi Fontanet a et aura une signification sociale bien plus large que son caractère lycéen de départ. Désormais, en effet, la majorité des jeunes scolarisés sont exposés directement et sans fard aux fluctuations du marché du travail ; désormais, ils dépendront directement du patronat qui reste libre d'employer — et donc de payer — le travailleur non selon sa qualification (le plus souvent non reconnue par les conventions collectives) mais selon les exigences de la production sur lesquelles le travailleur n'a aucun contrôle. Comme il n'en a aucun sur l'embauche ou sur la formation...

décloisonner l'école

L'école de Fontanet veut former la main-d'œuvre en fonction des exigences éminemment variables du marché du travail. C'est ce que les jeunes ne peuvent accepter.

Les objectifs de la lutte aujourd'hui sont donc à la fois internes et externes

au système scolaire. Ils doivent permettre une jonction des luttes et une intervention directe des travailleurs sur la formation dans ses liens avec l'emploi — ou l'absence d'emploi.

Les objectifs doivent, à la fois, permettre de dénoncer la sélection sociale à tous les niveaux, de décloisonner l'école qui doit être ouverte à tous les travailleurs, de remettre en cause les rapports sociaux dans et hors l'école. Ceci pour créer les conditions d'une jonction réelle, concrète. Il ne s'agit pas de se contenter d'une convergence objective des luttes scolaires et des luttes sociales, convergence qui serait assumée politiquement par l'avant-garde (quelle soit réformiste ou révolutionnaire...). Par le biais de revendications communes sur l'emploi et la formation permanente, par la pratique de rencontres communes dans les établissements scolaires entre travailleurs et... futurs travailleurs, par une information prolongée et patiente, les militants doivent permettre la réalisation dès aujourd'hui d'une prise en charge par les travailleurs des luttes sur la formation et peut-être même d'esquisser le système de formation de demain...

Déjà, à Besançon, les travailleurs de Lip ont organisé des contre-cours de formation...

Bernard RAVENEL ■

les travaux de la DPN

Sortir la gauche de l'immobilisme

D.P.N. (*) chargée que celle qui vient de se tenir le week-end dernier dans les locaux du Parti. Chaque point à l'ordre du jour aurait pu nécessiter à la limite que la D.P.N. s'y consacre entièrement. Jugez-en : d'abord, deux échéances fondamentales pour le Parti. La première concerne la transformation de ses structures et de ses modes d'intervention, que le dernier Conseil national a mise à l'ordre du jour du prochain congrès. La seconde a trait à l'élaboration du programme du P.S.U. portant, non plus sur un projet de société comme le Manifeste de Toulouse, mais sur les conditions précises à réunir à court et à moyen terme pour ouvrir une expérience socialiste en France. Ce mandat issu de Toulouse, s'applique également à la préparation du prochain Congrès.

Pour préparer ces deux échéances, la D.P.N. a pris une série de décisions. La première est de convoquer un Conseil national en juin qui sera chargé de faire des propositions au congrès sur le problème de la transformation des statuts, des structures et des modes d'intervention du Parti. La seconde consiste à démarrer immédiatement la préparation du programme du P.S.U. par la constitution de groupes de travail et d'un secrétariat de coordination chargé d'en as-

surer l'animation collective. Lors de sa prochaine séance, en mai, la D.P.N. constituera une commission de synthèse afin d'unifier en un projet de texte les apports de ces groupes de travail et de l'ensemble des organismes du Parti.

Mais, dira-t-on, transformer des structures, se doter d'un programme, cela n'a de sens qu'en réponse à une situation politique. Faut de quoi, on risque de voir le P.S.U. s'enfermer en conclave jusqu'à l'hiver ! C'est bien pourquoi la D.P.N. a repris ces deux échéances mais aussi la politique du Parti dans la période actuelle, en fonction des deux objectifs du dernier Conseil national : le développement du courant socialiste autogestionnaire et l'unité populaire. D'où l'importance des Assises nationales pour l'autogestion qui se tiendront les 25 et 26 mai (et non les 20 et 21 avril), et la poursuite des colloques organisés par la C.F.D.T.

Quant au développement d'une réelle unité populaire sur des bases offensives, il n'est que de constater l'immobilisme actuel de la gauche pour comprendre sa nécessité. Le risque de voir le mouvement ouvrier rester une force d'opposition et non d'alterna-

tive au pouvoir est réel. C'est la raison pour laquelle la D.P.N. a élaboré une plate-forme d'objectifs d'action dont nous publions ici de larges extraits. Plate-forme dont le P.S.U. est prêt à débattre avec l'ensemble des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier. Aussi, le Bureau national se trouve-t-il mandaté pour ouvrir avec la C.F.D.T., la C.G.T. et les forces politiques de gauche un débat sur tout ou partie de ces perspectives. Par ailleurs, les conclusions du débat engagé avec le Parti communiste seront soumises à la ratification d'une D.P.N. convoquée spécialement à cet effet, si, comme l'espère le P.S.U., elles doivent se traduire par la conclusion d'un accord.

Inutile de dire qu'un tel ordre du jour est difficile à traiter en deux jours. Et ce l'est encore plus en deux pages de T.S. ! Voici pourquoi nous ne présentons ici que les extraits principaux de la plate-forme d'action et quelques informations concernant les Assises pour l'autogestion. P.S.U. Information publiera par ailleurs l'intégralité et la totalité de tous les textes votés.

Voilà. Vous ne trouvez pas qu'on est tout de même un brin « maso » au P.S.U. ?

G.F. ■
* A l'usage des néophytes, D.P.N. veut dire Direction politique nationale.

PROPOSITIONS D' ACTIONS

① sur le terrain de la production

Dans l'entreprise, les travailleurs, aussi bien intellectuels que manuels, sont les rouages d'une machine qui les manipule dans le cadre de la division capitaliste fortement hiérarchisée du travail. Loin de se faire les cogérants de cette machine, ils peuvent imposer collectivement leur volonté d'établir par la lutte un rapport de forces qui permet de placer le patronat et la bourgeoisie devant le fait accompli.

De plus, la manière dont les travailleurs imposent des changements constitue déjà un apprentissage de leur propre pouvoir.

C'est ici que l'axe stratégique du contrôle ouvrier prend toute son importance si on ne le considère pas comme une pratique permettant de réagir au coup par coup dans les entreprises, mais une stratégie globale dont les lignes de force sont :

- refus de l'organisation capitaliste du travail ;
- remise en cause des fondements de la société capitaliste par le contenu des revendications et les formes de luttes ;
- exercice constant de la démocratie syndicale et ouvrière à la base.

C'est en tenant compte de cet élément fondamental qu'il faut définir des propositions d'action au niveau des entreprises, correspondant aux points qui vont être les plus durement ressentis par les travailleurs.

Les menaces qui pèsent sur les conditions de vie des travailleurs et des familles populaires sont très nombreuses ; rien n'indique que l'inflation doive se ralentir ; au contraire, les seules mesures concrètes prises jusqu'à présent par le gouvernement tendent à la maintenir avec les conséquences que l'on sait, le budget des familles aux revenus les plus modestes étant le plus fortement amputé par l'augmentation des prix des produits de première nécessité.

niveau de vie

Les luttes pour garantir et développer le niveau de vie doivent être menées sur des revendications unifiant l'ensemble des travailleurs :

a) - **maintien du pouvoir d'achat pour toutes les catégories de travailleurs**, en étant conscients que l'augmentation des prix, en particulier de consommation courante, ne se traduit pas de la même manière pour l'ensemble des salariés. Ainsi l'établissement d'un indice de référence pour l'échelle mobile ne peut se faire sur la base d'un taux uniforme, mais doit tenir compte de la part respective de chaque poste de dépense selon le salaire, et du poids relatif des augmentations de chaque poste dans l'ensemble de l'indice. De plus cet indice doit être contrôlé par les organisations de travailleurs.

b) - **un salaire pour vivre** : nous devons nous battre pour l'obtention immédiate des 1 500 F par mois minimum. Ce chiffre n'est bien entendu valable que pour la période actuelle et doit être revalorisé en fonction du coût de la vie. Il doit s'accompagner de la mensualisation de l'ensemble des catégories de travailleurs avec les avantages qui lui sont liés, et de l'unification du salaire de

base par catégorie, quelle que soit la branche professionnelle.

Comme le capitalisme peut récupérer rapidement par la hausse des prix ce qu'il a cédé sur le plan salarial, nous devons combattre également pour le blocage des prix des produits de grande consommation, sans préjudice pour les travailleurs de l'agriculture.

c) - **accroissement du pouvoir d'achat par des augmentations uniformes** : si le mot d'ordre d'échelle mobile doit être repris, c'est essentiellement parce qu'il constitue la riposte générale à la hausse du coût de la vie. Mais au-delà nous devons avoir pour objectif :

— l'intégration des primes de salaire, primes dont se sert aujourd'hui le patronat pour diviser les travailleurs, ainsi que la suppression des primes et salaires au rendement ;

— l'établissement d'un statut unique et d'une grille unique de l'OS à l'ingénieur ;

d) - **contrôle des prix par les travailleurs** (contrôle des marges et des circuits de distribution) ;

l'emploi

Les risques d'augmentation du chômage se confirment, malgré la déclaration apaisante du CNPF. Ils touchent plus particulièrement la construction aéronautique, l'automobile, la pétrochimie, les entreprises les moins compétitives, les régions où n'ont été implantées principalement que des filiales mineures des grands groupes ou des entreprises de sous-traitance. Les conséquences risquent d'être durement ressenties par les travailleurs, d'une part dans certaines régions, et d'autre part par les plus vulnérables d'entre eux : les jeunes et les travailleurs immigrés.

C'est pourquoi la lutte pour l'emploi constitue un élément essentiel d'unification des

travailleurs, car tous sont menacés, et de riposte à l'offensive du patronat. Elle peut se concrétiser de la manière suivante :

a) - **refus des licenciements sans reclassement équivalent**. Cela ne signifie pas le maintien ou la garantie du même emploi durant toute sa vie, mais d'un emploi sans déqualification, perte ou diminution de salaire, ni transfert géographique obligatoire.

Pour cela il ne faut pas attendre que les licenciements commencent pour lutter, mais conquérir l'information, la diffuser et prendre l'offensive comme les travailleurs de Lip l'ont si bien montré.

Des actions à la base la plus large sont dès maintenant possibles dans certains secteurs, particulièrement touchés et en plus très significatifs de la crise comme type de très significatifs de la crise : aéronautique, automobile, chemin de fer...



b) - refus du chômage partiel avec réduction de salaire, mais au contraire réduction et aménagement du temps de travail sans réduction de salaire, ce qui signifie également contrôle des travailleurs sur la cadence et les horaires.

Le temps de travail doit être compris en fonction du temps pris à la vie de chacun pour participer à la production et en fonction de la dureté de la tâche.

c) - développer l'action commune des forces populaires à la base dans certaines régions particulièrement touchées. L'exemple de Midi-Pyrénées est éloquent avec l'aéronautique et la chimie à Toulouse, et la pétrochimie à Moux, mais aussi la Bretagne, la Lorraine...

A Toulouse par exemple, il semble qu'une campagne sur les transports routiers, ferroviaires, aériens, permettrait en termes de

contrôle ouvrier et contrôle populaire d'aborder un sujet qui intéresse les utilisateurs, mais aussi et surtout les travailleurs qui produisent le matériel (débat Concorde-Airbus — quel transport de masse ? Réponse aux problèmes de l'emploi en termes de proposition de construction...);

d) - réflexion et actions spécifiques pour la défense des travailleurs des petites et moyennes entreprises;

e) - suppression des officines de travail intérimaire qui sont devenues pour les patrons des alliés privilégiés contre toutes les formes de revendication de masse de la classe ouvrière;

f) - pour l'emploi des jeunes : cette action, qui doit être articulée avec le secteur formation, doit porter d'une part sur la possibilité de trouver un emploi pour les jeunes qui sortent du système d'enseignement, et d'autre part sur le contenu de l'enseignement et

les qualifications, notamment dans l'enseignement technique;

g) - défense de l'emploi des travailleurs immigrés qui se traduit aussi par la reconnaissance de leurs droits syndicaux et politiques.

la répression

Il s'agit là plus particulièrement de la répression des travailleurs, des militants syndicaux et politiques dans les entreprises. Nous soutiendrons et nous nous associerons aux campagnes et luttes menées par les organisations syndicales dans ce domaine.

Dénonciation et élimination des syndicats à la solde du patronat.

l'information

Lutte pour l'accès aux sources d'information.

Celle-ci est indispensable dans la période pour aider à la lutte pour l'emploi et pour le niveau de vie. En effet, les travailleurs seront d'autant plus armés qu'ils connaîtront les projets, les comptes de l'entreprise et pourront échanger de l'information et en débattre collectivement.

(Ces deux derniers points sont volontairement succincts car ils doivent servir d'appui aux deux axes de luttes importants que sont l'emploi et le niveau de vie).

formation permanente

— **Droit à la formation générale et approfondie** pour tous les travailleurs, pris sur le temps de travail et entièrement pris en charge par l'employeur (salaire et charge de formation).

— **Contrôle des travailleurs** sur l'attribution des fonds et le contenu de l'enseignement.

② dans le cadre de vie

La « crise » de l'énergie et les menaces qui pèsent sur l'emploi se répercutent durement sur la vie quotidienne des travailleurs. Or cette « crise » de l'énergie est due au fantastique gaspillage d'énergie et de forces productives dû au capitalisme de grandes unités que nous connaissons. Pour tenter de résoudre ses difficultés, le capitalisme risque d'accroître l'exploitation des travailleurs hors de la production pour retrouver une partie des profits abandonnés, bien involontairement, dans la production.

Nous devons dénoncer plus que jamais le gaspillage de ressources humaines et d'énergie qui a lieu dans la sphère de reproduction de la force de travail, en particulier dans le domaine des transports et du logement.

transports

L'absurdité de l'utilisation massive de moyens de transport individuels saute aux

yeux : temps perdu, fatigue, énervement, nuisances, pollution, investissements routiers disproportionnés, extension gigantesque des « villes-automobiles », éloignement du centre, gaspillage d'énergie.

Plus que jamais le mot d'ordre de « contrôle populaire » s'impose face aux décisions arbitraires des pouvoirs publics et des collectivités locales, en faveur des transports individuels. D'ores et déjà il faut imposer une **priorité aux transports collectifs**, seuls capables d'assurer aux travailleurs et au reste de la population une mobilité dont chaque individu a besoin pour son travail ou ses loisirs.

habitat

L'augmentation du prix de l'énergie, l'inflation, l'accroissement des coûts et du crédit entraînent un accroissement du coût de l'habitat.

1) - Loyers - Les charges financières des HLM augmentent plus vite que les autres à cause des problèmes de financement (prix-plafonds), et des problèmes des charges financières.

Alors que les loyers augmentent vite, l'allocation-logement voit son champ se restreindre.

Il faut imposer :

— l'arrêt des hausses des loyers après la période de blocage actuelle et donc prévoir des paiements compensateurs pour les organismes publics de construction;

— un contrôle de l'utilisation des terrains (respect des normes, interdiction des dérogations, maintien de la proportion de logements sociaux prévus dans les cahiers des charges).

2) - Charges locatives

Le coût de l'énergie augmente dans des proportions vertigineuses sans aucun contrôle de sa répercussion dans les charges. Certains gérants ou syndic profitent de la situation pour procéder à un rattrapage.

La lutte doit permettre :

— inclusion des charges dans le calcul de l'allocation-logement,

— déplaçonnement de l'allocation pour permettre de tenir compte du montant réel du loyer,

— refus de toute hausse sans contrôle préalable des locataires,

— maintien dans les lieux pour tous les locataires ne pouvant faire face aux hausses.

3) - Logement

— Amélioration des normes de HLM pour y permettre une vie normale ;
— Accroissement des prix-plafonds - Terrains réservés pour ces constructions ;
— Accroissement des fonds publics pour les offices publics de HLM.

4) - Coût du crédit

L'insuffisance ou l'absence de logements pour les travailleurs, le montant des loyers libres poussent ceux-ci à rechercher des habitations loin des centres pour ne pas être trop chères.

La hausse du coût du crédit et sa limitation entraîne une baisse du nombre de logements construits.

Les travailleurs doivent imposer, pour faire face à la situation actuelle :

— une baisse du taux des crédits pour les constructions les plus modestes ;
— des conditions de financement qui permettent l'accès des travailleurs à des locations à prix normaux ;
— une hausse très importante des prêts du Crédit Foncier fondé sur la qualité du logement et la situation sociale du demandeur ;
— le contrôle par les travailleurs de l'utilisation du 1 % patronal pour la construction.

③ les jeunes et l'emploi

Les jeunes sont ceux qui, avec les femmes et les travailleurs immigrés, font les premiers les frais de la crise.

situation et perspectives

Exemples : aujourd'hui dans la Région Parisienne, il y a 140 000 jeunes entre 16 et 25 ans qui sont demandeurs d'emploi. Pour la rentrée scolaire 74-75, il est prévu que 180 000 jeunes sortis du Technique ne trouveront pas d'emploi, et que 120 000 autres perdront le leur.

200 000 jeunes sont obligés de suivre des cours en FPA pour avoir un métier autre que celui obtenu par le diplôme scolaire ; 30 % des jeunes de 16 ans sortent de l'école sans formation professionnelle (manœuvres, OS). Enfin les entreprises pratiquent un blocage de l'embauche de façon de plus en plus systématique.

L'école ne permet pas, pour beaucoup de jeunes, une formation suffisante leur per-

mettant, ensuite, de se recycler aisément notamment dans une qualification supérieure. La question fondamentale est donc : qui contrôle la formation professionnelle et permanente, et au service de qui elle fonctionne ?

Les mots d'ordre transitoires peuvent être ceux-ci : garantie d'emploi pour tous, reconnaissance des diplômes dans les Conventions Collectives ; accès égal pour tous à la formation permanente.

Pour les Apprentis : non à la loi Royer ; non au stage non payé ; contrôle des travailleurs sur les conditions d'embauche et de licenciement.

La D.P.N. a fait aussi un certain nombre de propositions d'action dans les domaines de la Santé et de l'Information. Nous y reviendrons dans un prochain T.S.

ASSISES NATIONALES POUR L'AUTOGESTION

Les Assises nationales pour l'autogestion prévues pour les 20 et 21 avril se tiendront les 25 et 26 mai. Ce changement de date est dû à l'impossibilité de trouver un lieu correspondant à nos exigences pour cette date, la mairie d'Epinaux nous ayant finalement refusé le gymnase dont nous avions demandé la location. Malgré ce contre-temps, la préparation des Assises se poursuit.

Actuellement, 12 organisations ou revues appellent ou soutiennent la tenue de ces assises : **Action, AMR, Autogestion et Socialisme, GAM, Groupes TS, Ligue laïque pour le socialisme, Objectif Socialiste, PSU, Vie Nouvelle, Amis de la Terre, APF** et des **Groupes d'action de recherche et non violente**. Cette liste n'est bien sûr pas limitative : des contacts ont été pris avec la **CFDT** pour envisager les modalités de sa participation. Nous savons par ailleurs que dans plusieurs régions des organisations qui ne participent pas actuellement aux travaux du collectif national sont prêtes à travailler dans la perspective de ces Assises. Il n'est donc pas question de vouloir figer le nombre actuel des organisations appelantes. L'ensemble des groupes et organisations intéressées peuvent se mettre en rapport avec le secrétariat de préparation : 33 rue Godot de Mauroy - 75009 Paris.

Un matériel de préparation et un projet d'ordre du jour seront envoyés assez rapidement et TS fera régulièrement le point sur l'avancée des travaux.

LYON, création d'un CLAS lyonnais. Extraits du premier numéro du « Bulletin de liaison du Comité lyonnais provisoire pour l'autogestion socialiste » :

St-Germain du Mont d'Or : « une rencontre sur l'auto-gestion organisée à l'initiative de quatre sections du PSU et de l'AMR. Une rencontre semi-publique, sans tracts, ni affiches, sur simple invitation. Rien d'extraordinaire à l'heure où l'autogestion est au centre des discussions du mouvement ouvrier, à l'heure où même le PCF et la CGT affirment s'intéresser à l'autogestion après l'avoir combattue comme une simple manœuvre de division. Rien d'extraordinaire et pourtant, le succès même de la rencontre, a montré que cet événement local prenait une dimension régionale (170 participants)... Des militants d'origines diverses (CGT, CFDT, Vie Nouvelle, ASF, TC, GARM) pouvaient pour la première fois dans la région confronter leurs expériences et leurs idées à partir des mêmes préoccupations. Il s'agit donc du premier pas à l'échelon régional du regroupement des partisans de l'autogestion socialiste ».





CHILI

ce document accable les USA

AEZAU-SF

US Army Central Finance & Acct. Office, Eur.
ATTN Civilian Pay
69 Heidelberg 1

Referring to the orders issued by the Special Forces regional command, I request the remittance to the US Forces SUPDIST Sued Bayern Command, APO 09178, of six months pay, to 30 October 1972, in Chilean escudos to Charles D. Bing-Dons 072226943 and George D. Darling 444385207 of my command, who have received special crash training since they will shortly go into action.

I am enclosing their punch cards. The time spent on special training, like the data on the punch cards, should appear everywhere as holiday to sustain the cover.

The remittance in Chilean escudos should be handled in accordance with top secret regulations.

L. McBENNETT
LDT, AGC
Adjutant

Armée des Etats-Unis. Bureau central financier et comptable Europe.
Attention : salaires personnels civils
69 Heidelberg 1

Conformément aux instructions données par le Commandement régional des forces spéciales, je demande la remise au Commandement Sud-Bavière des forces américaines SUPDIST, APO 09178, de six mois de paye, jusqu'au 30 octobre 1972, en escudos chiliens, à Charles D. Bing-Dons 072226943 et George D. Darling 444385207, qui relèvent de mon commandement, et qui ont reçu un entraînement spécial commando parce qu'ils vont bientôt entrer en action.

Je vous envoie ci-joint leur carte mécanographique. Le temps passé pour l'entraînement spécial, de même que les données figurant sur les cartes mécanographiques, devront apparaître partout comme jours de vacances, pour maintenir une couverture officielle.

La remise en escudos chiliens doit être faite conformément aux règles du secret.

J.L. McBENNETT
LDT, AGC
Adjutant

Ce document, qui date du 5 septembre 1972, constitue une preuve accablante de l'intervention directe des forces armées américaines contre le gouvernement populaire du Chili : il montre que des « rangers » américains entraînés en Allemagne de l'Ouest étaient, dès la fin de 1972 — au moment de la première grande offensive de la bourgeoisie chilienne — envoyés au Chili pour donner un « coup de main » aux officiers séditionnaires. Ce document nous a été communiqué (sous forme de photocopies, dont celles des fiches mécanographiques que nous ne publions pas ici) par un Américain qui accompagne son envoi du commentaire suivant : « Messieurs, depuis que j'ai appris ces faits, j'ai honte que de tels hommes soient membres de l'US Army. N'essayez pas de savoir qui je suis ; contentez-vous de savoir que je suis un honnête Américain décidé à aider les démocrates chiliens persécutés ».

Notre correspondant a fait parvenir les documents originaux au Comité de solidarité Chili des 21 organisations.

le suppli

À la télévision ou au cinéma, on mettrait en garde « les personnes sensibles »... Un ami chilien qui vient d'échapper aux fascistes, tout juste arrivé à Paris, me rapporte un horrible témoignage. A peine croyable. Pourtant, les faits, qui datent de début mars, sont irréfutables : il connaît les victimes, il sait leurs noms — qu'on ne peut évidemment publier : l'espoir demeure qu'elle réchappent à la férocité des nazis chiliens. « Comment faire pour crier ça à la face du monde ? ».

« Ça », allons-y. Sans complaisance. Il s'agit de trois femmes, trois compagnes d'anciens partisans de l'Unité populaire — et dont c'est d'ailleurs le seul crime. Ces trois femmes (qui ne sont pas hélas, des cas isolés) ont été arrêtées puis conduites à la base militaire de « Tejas verdes » près de San Antonio, entre Santiago et la côte. Cette base est un centre du SIM (Service d'Intelligence Militaire...) où la torture est la méthode normale d'interrogatoire. Sa pratique y atteint toutefois un comble dans l'abomination : après avoir été dévêtues, arrosées d'eau puis « passées à l'électricité », chacune de ces femmes a été attachée sur le dos, les jambes écartées, et une souris affamée pour la circonstance leur a été introduite dans le vagin. L'opération étant « contrôlée » par un médecin chargé de décider, avant l'irréversible, du retrait de l'animal... L'une des suppliciées ayant été particulièrement mutilée, fut transportée agonisante à la Mai-

un parti chargé d'histoire

Après un exposé général fait rue Borromée devant 200 militants (voir TS 610), Carlos Altamirano, secrétaire général du PS chilien, est revenu au PSU où il a eu une discussion plus approfondie avec quelques membres du Bureau national. Entre-temps, il avait participé à la Mutualité, aux côtés de François Mitterrand, à un meeting organisé par le Parti socialiste. A cette occasion, il nous a paru nécessaire de préciser la nature du PS chilien dont l'originalité et l'importance historiques n'ont pas été — et pour cause — mises en valeur. Nos informations sont issues de la brochure sur le Chili qui va sortir prochainement aux Editions Syros.

Le Parti socialiste chilien reste profondément marqué par les conditions de sa naissance qui en ont fait un parti ouvrier marxiste original, notamment par son refus de se lier à une Internationale, que ce soit la 2e, considérée comme réformiste, la 3e, dogmatique, ou la 4e, peu existante. Cette indépendance, liée à une rigueur théorique et à une base en bonne partie ouvrière et paysanne, lui a permis d'être un parti à vocation révolutionnaire et très éloigné de la social-démocratie.

Après la grande crise des années 30 qui frappa très durement le Chili, un coup d'Etat militaire (déjà !) dirigé par des petits bourgeois socialisants — les futurs dirigeants du PS — proclame la « République socialiste » et est renversée au bout de 12 jours.

Après cet échec, les groupes ou petits partis de tendance socialiste-marxiste décident de se regrouper et, le 19 avril 1933, le Parti socialiste est fondé sur la base du marxisme considéré comme méthode d'interprétation de la réalité. La lutte des classes, l'appropriation collective des moyens de production, la dictature des travailleurs organisés, l'internationalisme et l'anti-impérialisme économique sont avancés comme principes fondamentaux de la doctrine du nouveau parti.

parenthèse réformiste

De 1933 à 1939, et en particulier durant la dictature d'Alessandri, l'action et l'influence

du PS furent décisives dans l'organisation, l'orientation et la prise de conscience du prolétariat. De nombreux dirigeants et militants du PS furent alors emprisonnés tandis que le parti développait une lutte anti-fasciste conséquente en créant notamment des « brigades » qui jouèrent un grand rôle dans la défense de la classe ouvrière.

En 1934, le PS tente d'organiser au niveau national la « Fédération Unique des Travailleurs » (FUT), comprenant les partis et organisations se réclamant de la classe ouvrière, sauf le P.C. encore dans sa période sectaire, pour essayer de « dépasser l'étape de la défense active des libertés démocratiques et passer à l'offensive révolutionnaire ». C'est ce qui lui permet de jouer un rôle décisif dans la formation de la Confédération des Travailleurs du Chili (C.T. Ch.).

Mais en 1935 sous la pression conjuguée du parti communiste et du parti radical (2ème Internationale) d'une part et d'une fraction interne, d'autre part, le Parti socialiste, à contre-cœur, se rallie à la stratégie « Front Populaire » après l'avoir sévèrement critiquée.

De 1939 à 1946, à mesure qu'il s'éloignait de ses objectifs révolutionnaires et que l'opportunisme et le « notabilisme » s'infiltraient dans ses rangs, le PS connut un recul constant. La majorité accepta pendant plusieurs années de participer au gouvernement Gerda. Il accepta même un moment d'entrer dans un gouvernement d'Union nationale qui, entre autres, brisa une grève générale de la C.T. Ch. Au congrès de 1946 la ligne « de

gauche » l'emporte et commença alors une période de « récupération doctrinale » qui causa, bien sûr, de nouvelles divisions.

La guerre froide et l'attitude vis-à-vis du P.C. chilien mis hors-la-loi crée de nouveaux clivages. Pour avoir soutenu cette mise hors-la-loi, certains secteurs « collaborationnistes » du PS furent exclus du parti : ils formeront le PS du Chili. Le PS devint alors le Parti Socialiste Populaire. Par la suite, débarrassé d'éléments opportunistes le PS du Chili prit contact avec... le PC pour organiser un « Front du Peuple » que mènera aux élections présidentielles de 1952 un candidat socialiste, Salvador Allende. Il arrivera en quatrième position avec 52 000 voix.

Face au PS du Chili et au PC qui proposaient ensemble un Front de Libération Nationale, incluant des partis bourgeois comme le Parti Démocratique, le Parti Radical et la Phalange, le PSP et son allié, le Parti Démocratique du Peuple, défendirent la ligne du « Front des Travailleurs » lequel serait uniquement composé par les partis ouvriers et la C.U.T. (Confédération Unique des Travailleurs créée en 1953). Après de longues discussions on arriva en 1956 à la création du F.R.A.P. (Front d'Action Populaire).

En 1957 un changement de direction au PS du Chili favorise le rapprochement et bientôt la réunification sur une ligne révolutionnaire.

autocritique

Dans son programme, le PS ainsi réunifié avance une stratégie proche du contrôle ouvrier : Thèse n° 1 : « Nationalisation sans indemnisation de toutes les entreprises impérialistes extractives et des services d'utilité publique sous contrôle et administration ouvrière ». Toute différente était la position du PC qui, en 1957, affirmait « Au Chili ne se pose pas aujourd'hui comme objectif immédiat, l'instauration du socialisme mais la libération nationale vis-à-vis de l'impérialisme et des castes réactionnaires internes ».

Cette divergence n'empêcha pas la politique d'unité : Allende, candidat du FRAP en 1958 obtint 28,5 % des voix, arrivant en deuxième position derrière le candidat réactionnaire Jorge Alessandri (31,2 %). Aux élections parlementaires de mars 1961 le FRAP se renforce, et la droite perd les 2/3 au Congrès. La polarisation de la vie politique aboutit aux élections présidentielles de 1964 où Allende obtint 38,6 % des voix derrière Frei, candidat de la D.C. (55,7 %). Cependant les concessions du FRAP (programme défensif) ne plurent pas à tous les militants : une partie de jeunes cadres de conception quittèrent le PS et créèrent l'année suivante le MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire).

Cependant le PS fit une autocritique de son attitude pendant la campagne présidentielle, déclarant : « peut-être avons-nous nous-mêmes pavé le chemin de notre défaite en ne réalisant pas une campagne authentiquement révolutionnaire, dans la ligne du Front des Travailleurs ».

En 1965 le PS adoptait les positions suivantes : « Notre stratégie écarte de fait la voie électorale comme méthode pour atteindre notre objectif de prise du pouvoir. Cela signifie-t-il abandonner les élections et prôner l'abstentionnisme par principe ? Un parti révolutionnaire doit donner un sens et un caractère révolutionnaires à toutes ses actions et doit utiliser à cette fin tous les moyens qui permettent de mobiliser les masses. »

Le 4 septembre 1970, Allende est élu. Le PS définit la participation socialiste au gouvernement :

« 1. - Le PS part de la base indiscutable qu'il participe à la gestion gouvernementale en fonction de son caractère d'instrument transformateur de la société actuelle et non pour maintenir la bureaucratie capitaliste et bourgeoise.

« 2. « Le PS — y compris le camarade président de la République — accomplira depuis le gouvernement la tâche politique de créer de nouvelles conditions économiques, politiques et sociales pour la construction du socialisme... ».

Le 23ème congrès (La Serena, 1971) centra les discussions autour des tâches du parti au sein de l'UP. Carlos Altamirano, leader de la gauche du PS fut élu secrétaire général, qui déclara entre autres : « Le grand ennemi de la révolution est le réformisme et le réformisme n'est pas étranger à certaines

ce du rat

son Correctionnelle du Bon Pasteur à Santiago. Les deux autres ont été assignées à résidence chez elles et menacées de mort si elles parlaient — ce que, terrorisées, elles n'ont d'ailleurs pas fait elles-mêmes.

Qu'une telle cruauté sadique trouve son « épanouissement » dans le régime de Pinochet et de sa bande dont on connaît les « idéaux » n'est, au fond, pas étonnant — même si le chef de la junte ne craint pas de déclarer : « Dieu m'a aidé, il a élargi ma vision des choses ». La « main de Dieu » que se plaît à voir Pinochet ne peut cacher la sauvegarde de ses militaires ni leurs tares sexuelles, telles qu'elles s'expriment dans ce « supplice du rat ».

Tout cela se tient dans une sorte de logique monstrueuse, dans un système qui bénéficie d'une complicité internationale éhontée. Exemple entre mille : le « Club de Paris » rallonge les crédits à la junte avec la bénédiction — pour ce qui nous concerne plus directement — du gouvernement français, et donc de Pompidou. Ce même Pompidou qui n'est pas gêné — en vertu d'un certain principe de la reconnaissance des Etats, et non des régimes — d'apporter son « innocente » caution aux tortionnaires chiliens, allant jusqu'à saluer leur ambassadeur dans les meilleures règles de la diplomatie à tout va.

Il n'est vraiment pas besoin d'affamer les rats affairistes pour les rendre cruels.

G.B. ■

tendances dans la gauche. Les partis de gauche ont vécu tout une existence politique acceptant sans protestation le jeu électoral, parlementaire et bourgeois. La nouvelle conjoncture historique nous lance un extraordinaire défi : la révolution chilienne ne sera possible que dans la mesure où les avant-gardes de la classe travailleuse sauront se « révolutionner », elles-mêmes... et rendront ainsi possible la conduite du peuple chilien vers la construction du socialisme ».

en bref

● Les nouvelles les plus surprenantes cette semaine viennent du PORTUGAL. Dans ce royaume du silence que ne brisaient que les cris des opposants torturés, une voix s'est élevée : celle d'un général, Antonio Ribeiro Spinola. Un livre « Le Portugal et l'avenir » que l'on s'arrache à Lisbonne, et qui dit crûment que la guerre coloniale du Portugal est perdue d'avance, qu'elle fait prendre un retard économique fatal au pays et que seule l'autonomie des territoires en cause (Guinée-Bissau, Mozambique, Angola) permettrait d'éviter l'irréversible désagrégation de l'empire : c'est la première fois qu'un officier d'un grade aussi élevé critique aussi ouvertement la politique de Caetano. Les remous suscités par cette affaire sont considérables, mais n'atteignent pour le moment que la « classe politique » et l'armée. Au sein de cette dernière, une fraction plus libérale se déclare prête à suivre Spinola. Un régiment de blindés s'est soulevé, mais a été arrêté par les troupes « loyalistes ». Cela peut n'être qu'une étape vers le renversement de l'aile dure du pouvoir portugais. Certes, Spinola et ses partisans n'ont rien de révolutionnaires, ni même de démocrates... Mais en accusant ainsi le malaise d'une armée coloniale et en le liant au sous-développement scandaleux du pays, ils ont ouvert une brèche très profonde dans l'équilibre de la classe dirigeante portugaise. Les opposants portugais ne peuvent que s'en réjouir. Quand aux patriotes et aux révolutionnaires des territoires encore colonisés, ils savent qu'il s'agit pour eux d'une victoire, venant après la reconnaissance de la Guinée-Bissau par l'ONU. Certes, on a tué Amílcar Cabral : mais la révolution, inexorablement, progresse (lire à ce pro-

TCHECOSLOVAQUIE
questions au socialisme

Le colloque international sur l'expérience tchécoslovaque — qui s'est déroulé à Bièvres le mois dernier — rassemblait, à côté de représentants du courant communiste de plusieurs pays, des délégués de partis de gauche venus de toute l'Europe. L'objet de ce colloque était une réflexion commune, à partir de l'expérience tchécoslovaque, sur les perspectives d'un socialisme authentique — à l'Est, comme à l'Ouest.

Les interventions des anciens membres du Comité central du PC tchécoslovaque, tels E. Goldsticker, J. Pelikan, Z. Hejzlar et J. Pokstefl ainsi que celles des leaders étudiants Karanda, Sling et Kavan, montrèrent qu'ils entendent développer, en liaison avec l'opposition socialiste interne, les acquis politiques de 1968 - 1969. En cela leur préoccupation rejoint largement la nôtre telle que l'ont exposée les camarades Robert Chapuis, Victor Fay, Serge Depaquit et Claude Vancour. Il y a eu un très large accord sur la nécessité de développer l'analyse du système bureaucratique étatiste et de mettre en avant les éléments de démocratie directe autogestionnaire qui ont donné au Printemps de Prague un caractère original et irréductible à de simples aménagements du cadre hérité du stalinisme.

contre-pouvoir

En effet, l'extension des libertés démocratiques elles-mêmes ne peut être garantie que par l'instauration du contrôle par les conseils de travailleurs (1). Ce contre-pouvoir, qui s'articule à une planification macro-économique établie démocratiquement suppose que l'Etat perde certaines de ses prérogatives en matière d'organisation économique, à savoir l'omnipotence des ministères, les subventions aux « usines politiques », le concept même de propriété d'Etat à remplacer par celui de propriété sociale, la nomination par en haut de directeurs tout-puissants, la non-représentativité des membres des commissions de planification. De même, les syndicats doivent abandonner eux

aussi leurs fonctions étatiques : confusion avec les ministères de la sécurité sociale et du travail, inspection du travail, rôle de garde-chiourme poussant du productivisme et d'arbitre dans les conflits sociaux.

Ils doivent par contre jouer à plein leur rôle de défenseurs des intérêts matériels des travailleurs. Ceci passe par une réforme du code du travail, la reconnaissance du droit de grève et la fin du système de cooptation des dirigeants par le sommet comme l'a bien montré la charte syndicale de mars 1969. Les conseils, eux, organisent la gestion à long terme et gardent un droit de veto vis-à-vis de la direction choisie par concours.

Sur le plan du parti, l'adoption d'un système autogestionnaire implique la suppression de la confusion parti-Etat et parti-syndicat. Selon le programme d'action d'avril 1968, le PC s'engageait à respecter les droits de ses minorités internes, et des autres courants favorables au socialisme, et renonçait à la gestion administrative (dictats de la commission économique du comité central).

contre toute
oppression

La répression actuelle, qui a liquidé les conseils d'entreprise et chassé 700 000 membres du PC, ne peut pas, par la force, obtenir l'assentiment des travailleurs. La production est déficiente et l'absentéisme règne malgré les exhortations d'un pouvoir prêt à acheter le concours des travailleurs par des avantages financiers.

vernement péroniste, durement secoué par ses tensions intérieures, dont témoignent les récents incidents de Cordoba — ou la police a destitué le gouverneur et l'a remplacé par des hommes à elle — ne paraît plus maîtriser la situation. L'insécurité qui se développe pourrait inciter les éléments les plus conservateurs de l'équipe au pouvoir à entamer une répression des plus dures (elle l'est déjà, passablement), notamment vis-à-vis du mouvement syndical. A moins que les Etats-Unis ne favorisent une opération de « coup d'Etat militaire » qui destituerait Peron et entamerait une expérience brésilienne... Pendant ce temps, la radicalisation de la gauche péroniste et des masses ouvrières se poursuit. Un affrontement grave se profile à l'horizon. Les masses argentines y sont-elles suffisamment préparées ?

● GRAVES INCIDENTS AU KURDISTAN. Les nationalistes kurdes du PDK refusent le statut d'autonomie proposé par l'Irak, malgré l'acceptation du même statut par une partie de la population. Avant de se retirer dans les zones montagneuses, les nationalistes du PDK ont opéré quelques actions de sabotage et ils tentent maintenant d'étendre à nouveau la guérilla, y compris dans les zones urbaines. Un dispositif militaire et policier considérable a été mis en place par le gouvernement irakien dans les principaux chefs-lieux. Il semble que le statut d'autonomie, relativement libéral et dont le caractère évolutif avait été affirmé, n'ait pas réussi pour le moment à surmonter une hostilité centenaire, ni les souvenirs de massacres anciens.

● L'IRAK EST AUSSI PRODUCTEUR DE PETROLE. L'OPEP a donc décidé de

En conclusion, le colloque a affirmé que la propriété d'Etat ne saurait être qu'une pré-condition aléatoire, et non le but du socialisme. De même, il a refusé la thèse selon laquelle l'autogestion ne représente qu'un synonyme du communisme achevé. Avec le libre accès à l'information et le débat public (loin des 99,9 % de majorité aux candidats imposés), le contrôle et la gestion par les travailleurs jusqu'au plus haut niveau représentent les seules vraies assurances d'une marche au socialisme.

Le colloque, qui marquait une volonté de coopération entre les oppositions socialistes de l'Est et de l'Ouest, établit également qu'un crime reste un crime, peu importe les latitudes, et que la solidarité est indivisible. C'est pourquoi le PSU et le Comité du 5 janvier (2) se sont associés à la déclaration finale de ce colloque dans laquelle des militants qui « proclament leur solidarité entière avec l'ensemble des forces de résistance et du peuple chilien » et « ennemis de toute oppression d'une nation par une autre » demandent instamment :

— le retrait des troupes d'occupation stationnées sur le sol tchécoslovaque ;

— la libération de tous les emprisonnés politiques ;

— le droit pour les peuples tchèque et slovaque de choisir librement la forme de socialisme qui leur convient.

A la formule pas de socialisme sans liberté, nous ajoutons désormais « pas de socialisme sans autogestion ».

Claude VANCOUR ■

(1) sur l'expérience des conseils voir « Autogestion » n° 11-12 en vente à TS - 1,50 F.

(2) Signatures et dons au Comité du 5 janvier, 7 rue Victor Hugo - 92700 Colombes - CCP 1178-22 Paris. La brochure sur les « Enfants otages » et l'édition française du journal *Listy* sont en vente à la librairie TS (2 et 3 F).

lever l'embargo à l'égard des Etats-Unis, sans doute en considération des efforts déployés par la diplomatie américaine pour arrondir les angles dans la négociation israélo-arabe. Cette décision reste cependant assortie de considérations politiques sérieuses : et notamment de l'espoir affirmé par l'intransigeance israélienne pourra être surmontée rapidement. Par contre, la baisse au prix du baril proposée par l'Arabie Saoudite ne semble pas avoir été retenue : ce compromis reflète sans doute l'équilibre au sein de l'OPEP entre « modérés » et progressistes.

● On peut se demander si c'est cette nouvelle qui a donné à NIXON les ailes de l'ange de la vengeance, lorsqu'il a prononcé son « adresse aux Européens », déclarant ouvertement que l'Europe n'avait qu'à choisir la vassalité et que, dans le cas contraire, l'Amérique retirait ses troupes. On peut s'interroger sur les raisons de cette déclaration : bien que la fuite en avant d'un homme usé par le Watergate ne soit pas à exclure, elles sont sans doute plus profondes. Les Etats-Unis ne mettent pas en question leur hégémonie. Les réactions des Européens paraissent bien modérées pour le moment, surtout s'agissant d'un problème aussi grave. On doute qu'elles se manifestent autrement que par l'affirmation parallèle et contradictoire de la fidélité à l'alliance atlantique et d'une certaine « identité » européenne. Les gouvernements conservateurs européens ont en effet besoin tant du parapluie américain que de la poursuite du « mythe européen ».

Daniel LENEGRE ■

ben non ! justement



Nous étions une trentaine de membres de l'APIJ (association presse information jeunesse) à Grenoble les 7 et 8 mars. Une trentaine de journalistes spécialisés, dans les affaires de jeunesse venus effectuer une série de reportages sur les jeunes de Grenoble. TS publiera dans un prochain numéro une enquête sur la politique culturelle de la municipalité de Grenoble (P.S.U., P.S., G.A.M.). Mais en attendant, il nous a semblé qu'un autre sujet de papier s'imposait : les journalistes. Ce n'est pas si fréquent en effet d'en voir réunis un si grand nombre et de les voir travailler.

Parmi cette trentaine de journalistes, les représentants de TS (et celui de Libération) faisaient un peu « vilain petit canard ». Il y avait là Le Monde, Le Figaro, Femmes d'Aujourd'hui, Femme Pratique, Ouest-France, Radio Monte-Carlo, l'O.R.T.F., etc. Si on voit bien le point commun entre tous ces organes de presse, on voit mal en quoi TS et Libé leur sont parents. D'un côté, des journaux appartenant à des groupes financiers, d'un autre des journaux militants.

ben non !

C'est ce qui ne plaît pas aux journalistes. Voyez vous, pour eux, le journalisme, c'est une vocation, une passion, une aventure. C'est aussi une grande famille. Au fond, pour nos confrères, quels que soient le patron et la ligne du journal, nous sommes solidaires.

Ben non ! justement.

Quoi ? Est-ce que vous ne cherchez pas, à TS, comme ailleurs, la vérité et l'information ?

Oui, oui, la vérité. Mais examinons de plus près cette vérité. La vérité du Monde par exemple qui consiste à présenter les conflits comme des sortes d'œuvres d'art sous forme de dyptique : d'un côté le pour, de l'autre le contre, je donne la parole aux exploités, et en-

suite aux exploités, voyez comme j'ai une belle vue panoramique sur le réel. Vu d'en haut, c'est tellement plus vrai.

La vérité du Figaro. J'en étais malade le soir où nous avons débattu de la presse, avec des apprentis. Notre confrère expliquait que « ce n'était pas si simple » et que non, assurément, la publicité n'était pas forcément — pas forcément ! — un obstacle à la qualité de l'information. Non, le patron qui ramassait les bénéfices du capital n'était pas un obstacle à la vérité. Non. A qui expliquait-il cela notre confrère du Figaro ? A des jeunes gens directement victimes des maîtres de forges qui possèdent un journal et victimes aussi des bourgeois qui l'achètent.

La vérité de Femmes d'Aujourd'hui ? Ah mon dieu ! J'avais autrefois pris contact avec ce journal dans l'éventualité d'y écrire des nouvelles. Les critères étaient simples : vous écrivez des nouvelles sentimentales qui se terminent bien. Toute allusion à la mort et à l'amour en dehors du mariage est déconseillée. Situez vos œuvres dans un milieu plutôt aisé (Avoriaz, R 16, robe du soir, etc.). Alors, vous pensez, la lutte des classes...

la grande aventure

Nous sommes allés à Grenoble et nous avons dit à nos confrères que

nous avons, nous, choisi notre camp, que nous ne considérons pas le journalisme autrement que comme un combat pour la justice. Et que, c'est dit en toute amitié, nous ne pouvions éprouver envers le « métier » qu'une solidarité somme toute ironique.

Nous nous sommes fait mal voir, vous pensez ! D'après certains, nous « avions la chance d'avoir une idéologie ». D'après les autres, nous étions malhonnêtes : partisans. Dans la mesure où, ayant choisi notre camp, nous avions tendance à voir la réalité déformée, n'est-ce pas ?

Car, évidemment, elle n'est pas déformée pour eux qui admettent pourtant que « la presse n'est pas parfaite, mais il faut œuvrer de l'intérieur pour que ça change ». Et faire changer l'ORTF ? Et se faire vider à la prochaine charette ? Faire changer Femme Pratique ? Y introduire peu à peu des pages de photos concernant l'aménagement intérieur des résidences des ouvriers ? Et les robes du soir de ma tante qui gagne 1 000 F par mois ? Un peu de sérieux, s'il vous plaît !

Ce qui est affreux chez les journalistes, c'est que sachant que la presse est pourrie, ils continuent dès qu'on le leur dit à s'en montrer solidaires et cela toutes griffes dehors. Ah ! le mythe de la grande aventure de l'information est vivace ! Camarades, admettez donc que vous êtes des employés de presse comme d'autres sont des employés de bureaux et ne prétendez pas à toute force y sauver votre âme.

Je parlais du mythe de la presse. Il y en a un autre, c'est celui de l'objectivité. Oh ! bien sûr, plus personne n'y croit aujourd'hui. Mais on a remplacé l'objectivité par autre chose qui revient au même. Ne riez pas : c'est la subjectivité.

En effet, le journaliste objectif n'existe plus. Ses deux ennemis, le sociologue et le militant, lui ont fait la

peau. Que reste-t-il alors au reporter descendu à Grenoble ? Il n'a plus que sa « modestie » : je sais que je ne sais rien et que je ne peux avoir une vision objective du problème. Alors, je vais descendre sur le tas, faire un papier d'ambiance, et dire : voilà ce que j'ai vu, je n'ai pas fait le tour de la question, mais j'ai recueilli des « impressions ». Maintenant que les sociologues sont censés dire la vérité, les journalistes chassent le subjectif.

nous, ça va...

Malheureusement, pour le lecteur, le résultat est le même : subjectif, objectif, connais pas. Si vous titrez : « des jeunes Grenoblois sont chômeurs et délinquants » ou « les jeunes Grenoblois sont chômeurs et délinquants » le lecteur lira qu'à Grenoble, les jeunes chômeurs sont délinquants. Un point, c'est tout.

Et les journalistes pourront conclure, au bord des larmes : « il n'y a pas de journalistes heureux » (sic). A quoi, nous autres de TS, prisonniers de quelques autres ambiguïtés, mais pas de celles-là, nous répondons : nous, ça va.

Reste le problème de l'APIJ. Il va sans dire que devant la carence de la presse sur les problèmes de jeunesse, devant la politique du gouvernement, il vaut mieux une APIJ bourrée de contradictions que rien du tout. Et il faut être reconnaissant aux fondateurs de cette association de ne pas la dévoyer dans des banquets et des cocktails comme on le fait, mais au contraire, d'aller parler dans les lycées, les FJT, de travailler ensemble, etc.

Et puis, il y a aussi la carence des syndicats et des sociétés de rédacteurs : immobile, la presse depuis vingt ans (si ce n'est mouvante dans le sens des intérêts du capital) et silencieux les groupements professionnels. C'est pourquoi les responsables de l'APIJ font un travail qui pourrait bien un jour se révéler utile. Alors, camarades journalistes, nous ne sommes dans la grande famille de l'information que vos cousins issus de germains. Croyez bien que nous nous souviendrons de ces liens de famille le jour où vous vous déciderez à secouer le cocotier.

Jacques BERTIN ■

THEATRE

la tragédie optimiste

Comment les hommes qui ont fait la révolution de 17 ont-ils pu laisser le socialisme se perdre dans l'aventure stalinienne ? La Compagnie Vincent-Jourdeuil monte de très belle manière « La Tragédie optimiste » de Vichnevsky. Elle le fait non pas en exprimant docilement les intentions affirmées de l'œuvre, mais en l'interrogeant. Cela ne va pas sans quelque décalage avec la pièce. Nous avons interrogé Jean-Pierre Vincent metteur en scène, et Jean Jourdeuil, adaptateur et dramaturge de l'œuvre.

● T.S. Votre projet de mettre en scène la Tragédie optimiste date de quand ?

— J.-P.V. Des débuts de la compagnie. Mais la monter maintenant est une nécessité qui nous est apparue à tous. En effet, la Tragédie optimiste est un retour à une dramaturgie plus nettement politique que celle de nos derniers spectacles. De plus, elle relie les deux directions de notre travail, le traitement corrosif de Brecht et l'exploration de l'irrationnel qui caractérisait surtout Woyzeck.

● T.S. Jusqu'ici la Tragédie optimiste était considérée comme une exaltation du bolchévisme spirituel. Ecrite en 1932 pour le public du Théâtre de l'Armée rouge à Moscou, elle devait avoir un rôle stimulant. Des

hommes étaient morts pour le salut de la révolution. Ceux qui venaient derrière eux devaient se souvenir. C'est dans cet esprit d'ailleurs que Gabriel Girard l'avait montée en 1961 pour le premier Festival d'Aubervilliers. La presse communiste, derrière Elsa Triolet avait été enthousiaste. Cet aspect de l'œuvre ne vous a pas gênés ?

— J.J. Il existe indubitablement. Il a même été très renforcé dans la version de 1933 jouée par Tairov, et plus encore dans celle de 37, la version stalinienne. En France, nous ne connaissons pas ces versions, puisque celle de 32 seule a été publiée. Mais nous avons pu nous en faire une idée par le journal de Vichnevsky, par un long texte de Tairov s'adressant aux comédiens et par une traduction que nous avons fait faire de la version de 37. Ainsi nous

avons pu suivre l'évolution. Dans la version de 32, la mort des marins est purificatrice, elle devient ensuite rédemptrice. Finalement, la Commissaire meurt seule. Un film, tiré de la pièce, la montrait montant au ciel !

● T.S. Et ce n'est pas votre propos de l'y faire monter ?

— J.J. Pas du tout. Nous avons supprimé tout ce qui est célébration de l'Armée rouge. Les marins meurent héroïquement, voilà tout. Pour nous, la pièce est l'évocation d'une époque contradictoire par un homme contradictoire.

● T.S. Il est pourtant connu comme un des rares écrivains qui n'ont pas souffert du stalinisme. Pendant que d'autres se tuent, « disparaissent », ou meurent en camp de concentration, lui reste un écrivain dans la ligne ?

— J.J. Disons qu'il l'est devenu. En 1930, avec Maïakovsky, Meyerhold, Eisenstein... du groupe oppositionnel de gauche. Ils voulaient régénérer l'idéologie prolétarienne contre la bureaucratie régnante. Au point de vue artistique, il est un novateur. Il connaît Brecht, défend Joyce. Mais, quand au congrès de l'Union des Ecrivains de 1934, Karl Radek liquide la querelle sur Joyce et impose le réalisme socialiste, Vichnevsky se soumet. Militaire à 16 ans, Vichnevsky devait le rester toute sa vie. En 34, il n'a qu'un désir, s'affronter avec le fascisme allemand et le battre. Il abandonne facilement ses expériences. Il est prêt pour une littérature de défense nationale.

● T.S. Il a digéré ses contradictions ?

— J.J. Et cessé de nous intéresser. Ce qui nous intéresse, c'est montrer le processus de formation de l'Armée rouge. C'est pourquoi nous sommes remontés aux motivations premières de Vichnevsky, telles qu'on peut les saisir dans ses tout premiers écrits. Il sortait à peine d'une période très riche, dont il voulait fixer les traits.

● T.S. Ce qui frappe dans le spectacle, c'est le besoin d'authenticité de presque tous les personnages. Leurs actes sont souvent contestables, ceux du meneur qui condamne à mort pour un porte-monnaie volé et pour un porte-monnaie retrouvé, ou ceux de la Commissaire qui se sert des uns contre les autres et fait exécuter le meneur que pourtant elle admire. Mais ces actes sont toujours ordonnés à un résultat important, la défense de la révolution ou l'exercice de la justice chez des êtres qui se veulent libres.

— J.-P.V. Lénine était fasciné par les anarchistes à cause de leur cou-

rage, et les anarchistes étaient fascinés par les bolcheviks pour leur sens de l'organisation.

— J.J. Nous avons voulu qu'ils apparaissent à égalité, aussi crédibles les uns que les autres.

● T.S. Ils le sont d'autant plus qu'il n'y a plus ici de personnages totalement positifs. Même la Commissaire... Nous la voyons d'abord étrangère au monde des marins et infiniment plus proche des officiers dont le ralliement est suspect.

— J.-P.V. Elle appartient à l'Intelligentsia. Larissa Reisner, qui est à l'origine du personnage, était belle, raffinée. Poète, elle avait écrit une pièce de théâtre et dirigeait une revue littéraire.

propos recueillis par Dominique Nores ■

* Le Palace — 8 rue du Faubourg Montmartre — Paris. Jusqu'au 30 avril.

● L'action se passe en 1919, au moment où la Russie soviétique, attaquée aux frontières et à l'intérieur par les forces conjuguées du capitalisme, prépare la contre-attaque qui devait sauver la révolution.

Nous sommes en Mer noire, sur un navire désaffecté, quartier général du Détachement des marins anarchistes révolutionnaires. A ces aventuriers qui ont participé à l'attaque du Palais d'hiver et gardent de leur temps

de service sous les tsars la haine de toute discipline et de toute autorité, le gouvernement envoie un commissaire chargé de transformer leur « détachement » en un « régiment de l'Armée rouge » qui devra marcher immédiatement contre l'ennemi. Ce commissaire est une jeune femme. La bolchévisation des marins anarchistes par son action souple et déterminée est tout le sujet de la pièce.

BALADE AUTOUR DE LA CHANSON

2 - les petits commerçants

C'est une scie que de dire que la chanson la plus anodine est aussi engagée. C'est ressasser que de parler du matraquage. Pourtant c'est là que le capital mène son combat idéologique. C'est là que le public (le peuple) est plus vulnérable. On le voit bien lorsqu'on discute avec des jeunes -lycéens ou apprentis. Pour ce qui est de leur situation sociale, la découverte de l'exploitation se fait aisément. Mais essayez donc de leur dire qu'on se moque d'eux toute la journée à la radio ! Ils se sentent aussitôt agressés. Comme si c'était à eux mêmes que vous vous en preniez. C'est que l'identification au mythe est totale.

Le public, évidemment, c'est d'abord ceux — les plus de trente ans — qui ne vont pas au spectacle et n'achètent pas de disques. Ou s'ils en achètent c'est pour leurs rejets. Public de la radio et de la télé, public totalement passif et qui jamais n'a la parole.

Et puis ce sont tous les jeunes pour qui la chanson est un viatique. Oui, viatique. Regardez-le, ce garçon de seize ans, il commence tout juste à avoir un « pouvoir d'achat ». Le disque, pour lui, c'est plus qu'un objet à consommer : c'est une carte de visite. Choisir un disque, en effet, c'est s'intégrer à la communauté.

Des communautés, des familles, il y en a deux en gros : celle de Johnny et des « copains » et celle du folk, de l'underground et des « potes ». Mais dans les deux cas, le type de relations entre le public et l'artiste et à l'intérieur du public est le même. Il s'agit surtout de n'être plus seul. Et de s'intégrer à un système de valeurs dont théoriquement les adultes sont exclus. Les adultes représentant la société, tout ce qui est jeune est en principe libérateur. Peu importe si en réalité les valeurs véhiculées sont toujours les mêmes ! L'essentiel est de pouvoir se tenir chaud entre soi. Dis-moi quel est ton dernier achat et je te dirai si tu es des nôtres.

Donc, tout est dans la présentation, le décorum. Mort Schuman, c'est le Lac Majeur, rêver, se distraire, jamais vivre

ici. C'est Tino Rossi et Corfou. Corfou, Lac Majeur, rien de changé, même plage, même combat !

De l'autre côté, un peu moins d'habits à paillettes, un peu moins de rêverie, un peu moins de sucre, mais des jeans et des clarks, de la méditation. Du sucre biologique. Et surtout, la guitare. La guitare, dénominateur commun entre l'artiste et son public, le signe qui permet de s'identifier au chanteur : je pourrais être à sa place, après tout il joue pas mieux de la « gratte » que moi ! Les valeurs véhiculées sont grosso modo celles d'une sorte de scoutisme de rupture : les mêmes mélodies, les mêmes harmonies, les mêmes instruments, autant de mystique (le spectacle remplace la messe) on médite toujours autant, on s'emmerde un peu plus, mais on va toujours dans la forêt et on fait aussi peu de politique.

Non, les consommateurs de chansons ne changeront rien. Il est vain d'espérer les mobiliser en tant que consommateurs.

Chacun sa boutique

Le salut viendra-t-il des artistes eux-mêmes ? Les chanteurs vont-ils se lever en masse pour lutter contre le système ? Ce serait étonnant. En général, les artistes se battent peu. Tout simplement parce que chacun d'eux croit qu'il a du génie, lui, et que la gloire va finir par lui tomber dessus s'il joue —

quand même, il faut bien — un tout petit peu la pute au bon moment. Chaque chanteur est un petit commerçant enfermé dans sa boutique et qui ne voit pas en quoi il est solidaire des autres puisque son produit est le meilleur.

D'où la faiblesse relative du S.F.A. (Syndicat français des artistes rassemblant les comédiens et les chanteurs, il est affilié à la C.G.T.). Bien peu de monde et peu d'agressivité. Evidemment, on n'imagine pas un groupe de chanteurs allant occuper un studio de T.V. en direct ou le bureau du directeur de R.T.L. : leurs carrières seraient compromises...

Prenons un autre exemple : celui des « productions libres ». Ou : comment le show-biz, classe tampon entre l'industrie phonographique et le public résoud les problèmes du capital en intégrant les artistes au service de celui-ci.

Le matraquage et la politique du tube ont fait naître une situation dangereuse dans les grandes maisons françaises : une marque qui n'a pas produit de tubes depuis quelques semaines est vite en panne de trésorerie. Solution : encourager les productions indépendantes. Un artiste croit qu'il sera plus libre s'il produit lui-même ses disques à ses frais, il imagine ainsi lutter contre le système — ou s'en libérer. Il sera évidemment obligé de recourir aux services des grandes firmes pour la distribution. Ainsi, celles-ci, tout en prenant moins de risques gagneront autant d'argent (les frais de distribution : 33 % du prix de gros). Le producteur libre est seul à prendre des risques et se charge de la promotion de son disque. Si son disque ne marche pas, il n'aura à s'en prendre qu'à lui-même ! Il sera donc conduit à se plier au goût du moment et supprimer peu à peu toute originalité dans son œuvre. Et qu'on ne compte pas sur lui pour la moindre solidarité avec les autres artistes !

Jacques BERTIN ■

A suivre

vite dit

● **LES CENTRES DU PERE GOURIOU** : M. Gouriou, directeur départemental de la police de Seine-et-Marne prend son travail à cœur. Bien sûr, il est chargé de la répression mais, comme il dit : « la lutte contre la délinquance qui traditionnellement s'effectue par la recherche des auteurs des crimes et délits peut complémentarément s'exercer sur le plan de la prévention ».

M. Gouriou a donc eu l'idée de créer un centre de loisirs jeunesse qui fonctionnerait en juillet et août à Melun avec des antennes à Meaux, Chelles, Nemours et Moret. M. Gouriou imagine de mettre sur le terrain une cinquantaine de policiers-animateurs en vue de rassembler et contrôler environ 250 à 300 adolescents par jour et par centre. Bien entendu, cela va coûter cher. Alors, M. Gouriou a l'idée qui permettra de ne pas grever le budget de la police : il va créer une association loi 1901 et demander des subventions aux collectivités locales (conseil général, municipalités) et nationales (CAF, jeunesse et sports, etc.). Voilà. On en reste les bras balants. Au moment où les animateurs protestent partout contre le manque de subventions, les flics eux, viennent la bouche en cœur tendre la sébile. Cinquante flics ! Tenez, à Montereau-Surville, il y a une ZUP : 6 000 jeunes et seulement quatre éducateurs !

Peut-être M. Gouriou trouve-t-il que les animateurs socio-culturels font mal leur travail ? Peut-être pense-t-il qu'il est temps de brader l'animation, ses organismes agréés, ses ministères, pour remplacer tout ça par un corps policiers d'éli-

te ? Peut-être que le conseil général de Seine et Marne va lui donner les subventions qu'il refuse aux associations ? Une suggestion aux militants de Seine et Marne : inscrivez-vous dans les centres du père Gouriou, vous avez le droit : c'est une association loi 1901. Et vous apprendrez le tir et les sports de combat gratuits : les professeurs sont des spécialistes.

● **COTE AQUITAINE, ENCORE** : Vous vous souvenez sans doute du Conseil culturel que présidait Pierre Emmanuel et qui démissionna, car il trouvait qu'on ne le prenait pas au sérieux. Eh bien, l'un des membres de ce Conseil, François Billetdoux, écrivait en septembre 73 dans un rapport destiné à ce Conseil :

« La conception de l'aménagement de la Côte Aquitaine semble n'avoir été dirigée que dans des perspectives commerciales et exclusivement pour fournir matière à des « loisirs de consommation »... Il s'agit de promouvoir d'abord un tourisme de luxe s'appuyant nécessairement sur le système des profits rapides, alors même qu'à l'origine le projet inclinait vers une conception nouvelle d'un tourisme social et notamment à l'intention des 55 % de Français qui ne partent pas en vacances »...

Pas étonnant que ce Conseil culturel se soit fait mal voir !

● **VIVE LA LIESSE** : Encore un festival : « mini-juin à Arcachon ». Il s'agit bien entendu d'allonger la saison en attirant les touristes en dehors des mois de juillet et août. Le budget du festival : 120 000 F, c'est-à-dire l'équivalent du budget annuel moyen d'une MJC. Pen-

dant quinze jours, les estivants pourront applaudir trois troupes de bateleurs, 40 figurants habillés à la médiévale et le Centre Dramatique d'Aquitaine qui jouera la Farce de Maître Pathelin et Le Malade imaginaire.

C'est ça « l'animation » : il faut faire médiéval. Le drame c'est que ce genre de festivals se multiplie. Car contrairement à ce que vous pensez sans doute, l'animation, ce n'est pas intéresser les habitants permanents à la vie et aux problèmes de leur cité et de leur quartier, c'est déguiser des gugguses et les faire défiler pour que les — touristes raquent chez les commerçants. Dans le programme du « festival » d'Arcachon, on parle de « liesse populaire ». Ben mon vieux, si c'est ça toute la liesse qu'on nous propose, on va pas rigoler tous les jours !

● **DANS LES CAVES I** : Les jeunes, vous savez ce que c'est, ils se réunissent en bande, font des mauvais coups, etc. A la Rochelle, ils avaient investi un bloc-khaus et l'avaient aménagé. La police y a effectué huit descentes en un mois. Sans raison et sans résultats. Les jeunes ne demandaient rien à personne et organisaient eux-mêmes leurs loisirs. Ils avaient une cagna, leur maison, voilà. La police l'a fermée. Les 12 animateurs professionnels qui signalent cette affaire concluent : « Est-il possible que les groupes de jeunes puissent se prendre en charge, créer leurs propres activités sans qu'ils soient sans cesse contrôlés, réprimés, surveillés ? ».

Réponse : non. Ils n'ont qu'à traîner dans les caves des HLM.

J.B. ■



regards politiques

● **LACENSURE MULTIFORME** : c'est à Grenoble qu'a eu lieu l'une des premières saisies d'Histoires d'A. C'est aussi à Grenoble que vient de se dérouler la première quinzaine de la censure cinématographique. Avec au programme la projection d'un certain nombre de films ayant eu — à des titres divers — des ennuis avec les ciseaux d'Anastasia. Plus toute une série de débats, le tout ayant pour objet la sensibilisation d'un large public au phénomène de la censure, et à ses aspects multiformes.

Dernière en date des victimes de la censure : « L'agression », un film de Pierre Cassenti. Il avait le tort de montrer une bande de jeunes Français passant à tabac un travailleur immigré. On se demande où les cinéastes vont chercher tout ça...

● **CHINOISERIES** : nos camarades de Front Rouge dépensent leur énergie militante à faire campagne contre le dernier film de Jean Yanne, « Les Chinois à Paris ». L'ambassade de Chine s'émeut. Peyrefitte s'en mêle. La critique se divise. Et Jean Yanne se frotte les mains pour tant de publicité. Alors, TS, tu te mouilles, oui ou non ? Allons-y. Notre avis tient en trois lignes : « Camarades et lecteurs, allez donc voir le dernier film de Yanne si vous avez vraiment du fric à perdre : sinon, abstenez-vous. C'est nul, c'est long, c'est pas drôle, c'est un navet ». Point final.

● **DOUBLE TRANCHANT** : on ne s'ennuie pas en revanche, à Nada. Chabrol fait dans l'efficace et ne lésine pas sur l'hémoglobine. Son film est mené tambour battant. Le malheur est qu'il est difficile de croire à ses Tupamaros de quartiers Latin et que l'assimilation risque d'être bientôt faite, dans l'esprit du public, entre ces « anars » exaltés et le courant révolutionnaire en général. N'empêche que le film mérite d'être salué pour sa dénonciation brillante des mœurs politico-policières de notre beau régime démocratique. Du cinéma commercial, à double tranchant.

● **AU DEUXIEME DEGRE** : efficace aussi le dernier film de Marco Ferreri, cet anti-western tourné dans le quartier des Halles éventré par les promoteurs. « Touche pas à la femme blanche » est corrosif, harakirisque à souhait. Et derrière la satire du mythe de la conquête de l'Ouest, c'est notre société de profit et d'asservissement qui en prend plein la tronche. Avec cette leçon du vieil indien tolingue qu'incarne superbement Reggiani : « dans l'unité, nous vaincrons ». Une farce à voir au deuxième degré. Ernest LATOILE ■

LE SANG OUVRIER

Les accidents du travail

Gilbert Mury



96 p. 9,80 F

CERF

Les enjeux montent

Quelque chose est de toute évidence en train de changer rapidement chez les travailleurs de France. Dans la plupart des luttes sociales en cours, les formes que prennent les grèves montrent une combativité de la base, une capacité d'organisation et une volonté offensive qui débordent bien des habitudes anciennes et qu'on avait rarement vues de manière simultanée sur tant de conflits distincts. Qu'il s'agisse de la riposte aux menaces sur l'emploi, de la protestation des travailleurs contre les réorganisations des tâches ou les restructurations lorsqu'elles se font à leur dépens en matière de rémunérations ou de cadences, ou de la réponse à l'offensive gouvernementale visant à faire payer principalement aux salariés les frais du plan anti-inflationniste, les luttes se font dures, débouchent toutes sur des occupations et des grèves illimitées.

La signification économique de conflits comme ceux de *Rateau*, de la *SEMM Caravelair* et surtout des *Houillères* est grande. Mais c'est probablement dans les banques que se joue en ce moment la partie la plus considérable.

La moitié des services parisiens des banques nationalisées, environ 30 % des agences de province de ces mêmes banques sont paralysées, et fort du succès déjà remporté à la *Banque de France*, le mouvement continue de s'étendre aussi bien à l'intérieur des banques déjà concernées qu'à d'autres banques. Deux compensations boursières non faites, la prochaine infaisable, l'arrêt de près de la moitié des mouvements, de chèques sur la place de Paris, de très nombreux mois, peut-être un an, de travail nécessaire pour élargir tout ce retard, tel est déjà le bilan énorme de cette lutte. Et l'on a peine à imaginer le désordre économique énorme qui se produira si les travailleurs n'ont pas obtenu satisfaction au moment des échéances de la fin du mois.

En dehors des très grands mouvements de solidarité (*Front Populaire, Mai 68*) on n'avait jamais vu un mouvement aussi fort dans la banque. La plateforme revendicative intersyndicale, signée par les cinq fédérations (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., C.F.T.C.) est surtout salariale et se résume à une demande d'augmentation du pouvoir d'achat de 7 %, ce qui, vu la hausse rapide de la productivité dans les banques n'est en rien démesuré. Mais le gouvernement a décidé qu'il n'y aurait pas, dans les secteurs qui dépendent de lui, d'augmentation du pouvoir d'achat au premier semestre. Et pourtant, un de ses conseillers, M. Stolern, reconnaît au même moment que les entreprises sont largement avantagées par l'inflation. Au moins, c'est clair, et c'est pour cela qu'est né le conflit.

Encore fallait-il créer un rapport de forces qui permette la victoire. Si la plateforme revendicative est unitaire, les formes de lutte ne le sont pas. La grève illimitée avec occupation est partie du *Lyonnais* et s'étend. Elle a été imposée par la base, elle a maintenant l'appui de quatre fédérations syndicales de la banque : C.F.D.T. (souvent majoritaire à elle seule), F.O., C.G.C. et C.F.T.C. La C.G.T. propose toujours des grèves de 24 heures, elle est entrée dans quelques comités de grève, mais de loin dans tous. Il faut dès lors, avec tristesse, mais fermeté, poser la question de savoir qui brise l'unité ?

Sans être le moins du monde d'accord avec la position de ce qui est toujours la plus grande centrale syndicale française, on peut la comprendre. La C.G.T. oriente toutes ses luttes



par
Michel
Rocard

vers ce qui constitue pour elle le débouché politique, le Programme commun, c'est-à-dire une victoire électorale. Elle veut dès lors gagner des voix à droite, rassurer, n'effrayer personne. Ce faisant, elle perd, dans les luttes sociales elles-mêmes, l'essentiel de sa volonté offensive. Du coup, après avoir vu au cours de l'année dernière s'effriter son influence sur le choix des mots d'ordre des luttes ouvrières (revendications anti-hiérarchiques, mise en cause du pouvoir patronal notamment) elle voit diminuer son contrôle organisationnel des luttes : *Lip*, *Houillères*, *Saviem*, et comme on l'a vu ci-dessus, banques. C'est pour elle intolérable, mais c'était pourtant inévitable vu la position qu'elle a prise.

Les salariés de la banque savent très bien que le gouvernement sera très ferme dans sa volonté de faire payer aux seuls salariés la lutte anti-inflationniste, et qu'il faut donc prendre les moyens de la victoire. Ces moyens se résument à ce que l'arme de la grève donne toute sa puissance par la paralysie économique qu'elle engendre, ce que des grèves d'avertissement de 24 heures ne peuvent en aucun cas provoquer.

Du coup, la C.G.T. veut récupérer aux deux plans. Sur celui des mots d'ordre, elle change d'orientation : René Le Guen vient de publier dans « *Le Peuple* » à propos de la hiérarchie un article qui se rapproche beaucoup de nos propres positions ! Eh oui, camarades, l'unité progresse. Mais au plan du contrôle organisationnel, le choix C.G.T. consiste à ouvrir une violente polémique contre la seule C.F.D.T. — alors que dans les banques son conflit est avec les quatre autres fédérations syndicales — de manière à reprendre au moins en mains ses propres troupes. Une meilleure appréciation de la combativité des travailleurs serait peut-être un moyen plus efficace...

C'est donc du côté de la C.F.D.T. que s'expérimente aujourd'hui sur le terrain, malgré les imprécisions du Congrès de Nantes, une tactique de la conduite des luttes et une stratégie sociale qui paraissent répondre à l'attente des travailleurs et notamment des jeunes. On a beaucoup dit que les grévistes de la banque sont très jeunes. C'est bien normal : 50 % des effectifs parisiens du *Crédit Lyonnais* ont moins de 25 ans, ce qui explique à la fois une certaine forme de lutte et une certaine distance par rapport à l'appareil C.G.T. Mais ce qui est au contraire frappant dans ce conflit, vu le nombre de jeunes travailleurs en cause, c'est la participation active de très nombreux travailleurs plus âgés, et aussi de nombreux cadres. Il y a donc une vraie réponse syndicale à une volonté de lutte incontestable.

Mais au niveau d'importance économique des conflits actuels, le problème ne peut plus être seulement syndical, il devient politique. On l'avait déjà vu avec *Lip*, pourtant entreprise moyenne, on le voit encore plus fortement dans les *Houillères* ou la banque, et bientôt à la *SNIAS*. Or, si la C.G.T. a une stratégie politique, dont on voit fort bien les effets, la C.F.D.T. n'en a pas. Son dernier Conseil national a bloqué toutes négociations syndicats-partis, et donc toute possibilité d'une offensive concertée même si elle ne porte que sur quelques points, jusqu'à ce qu'ait suffisamment progressé une confrontation intersyndicale, que naturellement la C.G.T. bloque aujourd'hui. Or, les luttes ont besoin d'une perspective politique pour pouvoir se développer et vaincre.

Un courant autogestionnaire puissant se développe aujourd'hui sur le terrain avec tout à la fois une grande autonomie et une volonté d'unité. Il dépend aujourd'hui de ses composantes politiques mais aussi syndicales de le prendre en charge et d'accepter qu'il s'exprime aussi politiquement, comme il est nécessaire que ses partenaires en reconnaissent l'existence, pour donner un débouché à la situation.

2 767

NOUVEAUX ABONNES

dont 126 cette semaine !

Cédant à la pression de nos amis, et pour satisfaire notre aimable clientèle, nous avons le plaisir de vous annoncer la poursuite de notre campagne spéciale — 2 767 lecteurs avisés en ont déjà profité. Nous ne voulons pas pénaliser les 7 233 qui vont se faire connaître.

un nom :

une adresse :

et un chèque de 60 F

(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65